

# MOBILISÉ-E-S TOUS ENSEMBLE



# NOUS POUVONS FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT

PHOTOGRAPHE ROUGE / MIO

## Dossier

### GUERRE DE POSITION À L'EXTRÊME DROITE

Pages 6 et 7

## ÉDITO

Quand les sportifs US  
montrent l'exemple

Page 2

## PREMIER PLAN

Logement: le gouvernement  
en guerre contre les classes  
populaires

Page 3



## ACTU INTERNATIONALE

Allemagne: percée de l'extrême  
droite, reculs spectaculaires de  
la CDU/CSU et du SPD

Page 5

## LIBRE EXPRESSION

Référendum en Catalogne:  
entretien avec Laia Facet

(Anticapitalistas Catalunya) Page 12





Par JULIEN SALINGUE

## Quand les sportifs US montrent l'exemple

« Donald Trump en guerre contre le football américain ». Un titre de presse qui pourrait prêter à sourire si le président des États-Unis ne nous faisait pas penser à un docteur Folamour qui, dans une posture mêlant volonté de puissance politique et machisme primaire, semble prêt à mettre encore un peu plus la planète à feu et à sang.

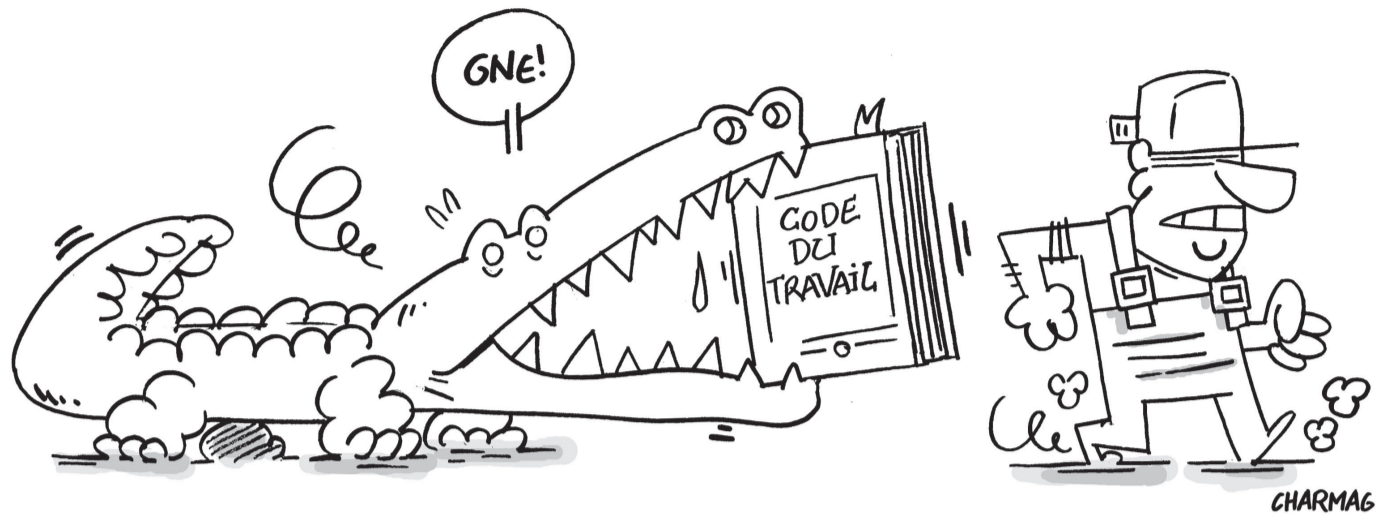
La « guerre » entre Trump et les sportifs US n'en est pas pour autant anecdotique. Il s'agit en effet d'un nouvel épisode de la contestation tous azimuts à laquelle fait face le président-millionnaire et, à l'heure où ces lignes sont écrites, le mouvement prend de l'ampleur, puisque ce sont désormais les ligues professionnelles de football, de basketball et de baseball qui sont concernées.

Pour comprendre ce qui se joue actuellement, il faut revenir en août 2016, lorsque le footballeur Colin Kaepernick s'était agenouillé durant l'hymne national pour protester contre les crimes racistes de la police, créant une vive polémique aux USA et s'attirant, déjà, les foudres de la droite et de l'extrême droite.

Le 22 septembre dernier, Trump faisait référence à cet épisode, s'en prenant vivement à « ceux qui manquent de respect » au drapeau US et qualifiant Colin Kaepernick – sans toutefois le nommer – de « fils de pute ». Une énième provocation qui a entraîné une vague de protestations dans le monde du sport, et une multiplication des actes de défiance à l'égard de Trump. Le dimanche 24 septembre, ce sont ainsi plus de 100 joueurs de la Ligue de football qui se sont agenouillés durant l'hymne national, faisant flotter sur les stades un parfum des JO de Mexico en 1968, lorsque les deux sprinters noirs Tommie Smith et John Carlos avaient levé le poing et baissé les yeux durant l'hymne US.

Dans un pays à ce point marqué par le nationalisme, le « non-respect » de l'hymne et du drapeau est loin d'être anodin. Le défi lancé à Trump par les sportifs est l'un des derniers révélateurs de la contestation croissante du pouvoir aux USA, avec une fois de plus, en première ligne, les questions sociales et raciales. Un défi qui mérite le respect, et qui devrait nous inspirer.

## À la Une



## MobiliséEs tous ensemble, nous pouvons faire reculer le gouvernement

*Après deux journées de grèves et manifestations, une manifestation nationale, il faut réfléchir aux moyens nécessaires pour faire vraiment reculer le gouvernement.*

La manifestation du 12 septembre a été une réussite pour une « première », avec une participation importante du privé, y compris de secteurs précarisés ou de petites entreprises. La journée du 21 a été plus faible, sans pour autant être vécue comme un échec. La présence de la fonction publique y a été maigre, l'annonce de la journée du 10 octobre a sans doute pesé mais n'explique pas tout. De même les premières AG étudiantes restent très minoritaires et la mobilisation des jeunes des lycées est quant à elle toujours quasiment inexistante. Avec plusieurs dizaines de milliers de participantEs, la marche « contre le coup d'État social » organisée par La France insoumise a été un succès, mais n'est pas la « déferlante » qui, à

défait de bouleverser la situation, aurait fait franchir un pas significatif à la mobilisation.

### Et maintenant ?

Cette semaine les routiers sont appelés par la CGT et FO à une grève reconductible et au blocage des dépôts, le 28 septembre ce sont les retraités qui descendront dans la rue, avant le 10 octobre qui mobilisera les fonctionnaires contre le gel sans fin de leur point d'indice et contre la journée de carence en cas d'arrêt maladie. Chaque rendez-vous a sa logique et sa légitimité, car chaque secteur est visé par l'offensive tout-terrain de Macron. On devrait ajouter les « emplois aidés » et le droit au logement, les droits et l'accueil des migrantEs, les droits des femmes à l'IVG ou l'indispensable mobilisation contre « l'état d'urgence permanent », sans oublier le refus de l'EPR à Flamanville ou de l'enfouissement des déchets à Bure...

Rien d'étonnant donc à cette multiplication des échéances car c'est bien l'ensemble des salariéEs, quel que soit leur statut, mais aussi l'ensemble des couches populaires et parmi elles plus encore celles et ceux qui sont discriminés et opprimés qui sont attaqués. Mais cette succession

de dates ne fait pas une stratégie de mobilisation pour gagner. Le gouvernement est incroyablement impopulaire, il a chuté vertigineusement dans les enquêtes d'opinion. Même les sénatoriales, certes avec leur caractère antidémocratique, ne lui sourient pas ! À chaque fois que Macron ouvre la bouche, il provoque la colère d'une nouvelle partie de la population. Mais ce rejet ne fait pas (encore) un mouvement social puissant.

### Pour un plan d'action global et unitaire

La division syndicale, le refus de mobiliser de manière interprofessionnelle de la direction de FO et pire de la CFDT, pèsent lourd, tout comme au plan politique la posture hégémonique de « seule opposition à Macron » adoptée par la FI. Tout cela doit être combattu, et la très forte aspiration à l'unité pour agir ensemble est un point d'appui. Elle est présente dans les initiatives unitaires comme le meeting du 21 septembre à Harfleur, dans la lettre ouverte du Front social aux différentes organisations, dans les initiatives du collectif « Pour nos droits sociaux », etc. Elle était présente, en dépit de l'appel initial,

dans la marche du 23, et l'accueil chaleureux du NPA par les manifestantEs en témoigne.

Dans cette situation instable, une étincelle peut toujours mettre « le feu à la plaine », un événement déclencheur peut réveiller et fédérer les énergies aujourd'hui limitées et dispersées : une énième provocation, policière ou politique, celle de trop ; la mobilisation de la jeunesse qui est une des clés pour mettre en crise le gouvernement, ou d'un autre secteur capable de créer une situation de blocage – c'est par exemple ce qui exige le soutien actif au mouvement des routiers... Mais il est impossible de faire l'économie de la construction de la mobilisation, de l'ancrage de la grève et de son organisation démocratique, et surtout de la conviction qu'il est possible de gagner. Pour cela il est décisif de créer, partout dans le pays, dans les entreprises et les services mais aussi les quartiers et les communes, une ambiance de lutte, de débat, une effervescence sociale et démocratique et donc des outils unitaires. Tout ce qui va dans ce sens est bienvenu. Une manifestation monstre à Paris peut en faire partie, si elle s'inscrit dans un plan d'action global et unitaire.

Christine Poupin

## ONU

## « L'Amérique d'abord » ou les tensions libérales et impérialistes

À l'occasion de la 72<sup>e</sup> assemblée générale des Nations unies, le 19 septembre, Trump a fait la promotion de sa politique militariste et nationaliste, proférant menaces et insultes à l'égard de tous les « États voyous » qui contestent l'hégémonie étatsunienne, en premier lieu la Corée du Nord.

Trump n'y est pas allé par quatre chemins : « Les États-Unis ont une grande force et une grande patience, mais si nous sommes forcés de nous défendre ou de défendre nos alliés, nous n'aurons d'autre choix que de détruire totalement la Corée du

Nord. L'homme-fusée est en mission suicide. Les États-Unis sont en mesure de frapper, mais j'espère que cela ne sera pas nécessaire. » Et de poursuivre : « L'Amérique, c'est le bien », « nous aurons l'armée la plus puissante que nous ayons jamais eue », etc.

### Politique des tensions

Ce discours belliciste, manichéen et grossier, ne s'adresse pas qu'à la Corée du Nord et à son dictateur, mais aux peuples du monde entier. Il définit la stratégie des USA, sans fard. Trump renoue avec l'« axe du mal » de George W. Bush et agresse aussi l'Iran accusé de « soutenir les terroristes » Il a éreinté une nouvelle fois l'accord de 2015 sur le programme nucléaire considéré comme « une honte ». « Nous ne pouvons pas respecter un accord s'il sert à couvrir l'éventuelle mise en place d'un programme nucléaire », a-t-il

assuré, alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) assure que l'Iran respecte ses engagements. Et Trump de déclarer au lendemain du test d'un nouveau missile d'une portée de 2000 kilomètres annoncé samedi dernier par Téhéran : « L'Iran vient de tester un missile balistique capable d'atteindre Israël. Ils travaillent aussi avec la Corée du Nord. Nous n'avons pas vraiment un accord ! »

Les attaques renouvelées contre le Venezuela ont été l'occasion de démagogie anticommuniste primaire : « Partout où le socialisme ou le communisme ont été appliqués, ils ont apporté l'angoisse, la dévastation et l'échec. » Et Trump s'est dit prêt à tout pour que les Vénézuéliens puissent « récupérer leur liberté, remettre le pays sur les rails et renouer avec la démocratie », en clair se plier à la volonté des USA.

## BIEN DIT

« Lorsqu'une démocratie transfère trop de pouvoirs à la police administrative, on appelle cela une dictature du commissaire. Avec de telles dispositions, on peut sans exagération parler d'État policier. »

ARIÉ ALIMI, avocat et membre de la LDH, bastamag.net, 22 septembre 2017.



# Un monde à changer

## TOUJOURS PLUS DE CADEAUX FISCAUX POUR LES RICHES.

C'est un rapport d'Oxfam, publié le 25 septembre, qui le dit : « Réforme fiscale, les pauvres payent l'impôt cassé ». En se basant notamment sur des chiffres de l'Observatoire des conjonctures économiques, peu suspect de gauchisme, l'ONG montre qu'avec les réformes fiscales envisagées par le gouvernement Macron-Philippe, les 10% de ménages les plus riches bénéficieront d'une hausse de revenus au moins 18 fois supérieure à celle des 10% les plus pauvres. Pire encore, ajoute Oxfam, « en tenant compte des baisses annoncées de prestations sociales, le contraste est encore plus saisissant puisque les 10% les plus riches verraient leurs revenus annuels augmenter de 1193 euros contre une baisse de 337 euros pour les 10% les plus pauvres ». Privilégiés parmi les privilégiés, les 1% les plus riches pourront économiser 3,6 milliards d'euros grâce à la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune en impôt sur la fortune immobilière.

Les grandes entreprises ne sont pas en reste : alors que les groupes du CAC 40 ont dégagé, au premier semestre 2017, des bénéfices record (plus de 52 milliards d'euros), « la baisse du taux d'imposition sur les sociétés de 33,3% à 25% devrait coûter entre 15 et 17 milliards d'euros par an à l'État français dans un contexte où les recettes de l'impôt sur les sociétés ont déjà baissé de 20 milliards d'euros ces dix dernières années ».

Une fois de plus, les discours lénifiants de Macron et Philippe sur leurs réformes desquelles « tout le monde » sortirait « gagnant » ne résistent guère à l'examen. Pour Oxfam, « alors que le nombre de personnes en situation de pauvreté a augmenté de près d'un million ces dix dernières années, autant de cadeaux fiscaux à destination d'une minorité aisée est incompréhensible ». À moins de prendre la politique du gouvernement pour ce qu'elle est : une politique de classe, brutale et à peine masquée.

Le gouvernement claironne partout que les aides sont « la cause principale » de la hausse des loyers. Pourtant, depuis les années 2000, les loyers augmentent plus vite que les aides perçues par les locataires. Rien n'est imposé aux bailleurs privés qui vont continuer à percevoir l'APL à un niveau supérieur à celui des bailleurs sociaux, alors qu'ils sont directement responsables de la hausse des loyers.

## Attaque contre les locataires

C'est une attaque sans précédent contre le logement social, et qui soulève beaucoup de questions sans réponse : y aura-t-il augmentation des loyers des locataires ne touchant pas d'APL ? Les bailleurs sociaux ne vont-ils pas préférer des locataires sans APL (ce qui est déjà le cas) et du coup aggraver l'exclusion des plus pauvres ? Quelles conséquences sur les salaires des personnels des bailleurs ? etc. L'USH, l'Union sociale pour l'habitat, qui regroupe l'ensemble des bailleurs sociaux (723), a raison de dire que plus de 120 bailleurs HLM sont ainsi menacés de faillite, parce que c'est de fait une accélération du processus de concentration des bailleurs, la privatisation accélérée des OPH (office public de HLM). C'est rien moins qu'une remise en cause du système HLM. Dans la même logique il est annoncé une accélération des ventes d'appartements HLM, avec l'objectif de 40 000 logements vendus par an, alors qu'aujourd'hui leur nombre se situe autour de 10 000,

## LOGEMENT Le gouvernement en guerre contre les classes populaires

Le Plan Logement du gouvernement Macron a été lancé brutalement en plein été avec l'annonce de la baisse des APL de 5 euros par mois. L'économie réalisée par cette mesure, 32,5 millions d'euros par mois, est dérisoire mais affecte 6,5 millions de ménages dont 800 000 étudiantEs.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

et que l'achat tourne le plus souvent au cauchemar pour les plus modestes.

### Garanties données aux capitalistes de l'immobilier

Un appel « Vive l'APL » a été signé par 42 associations et l'USH, qui tiendra son congrès la dernière semaine de septembre, a rompu les négociations avec le gouvernement. Le plan logement du gouvernement comporte aussi des mesures qui

ont moins fait la une : maintien des prêts à taux zéro (PTZ) pour la construction neuve, maintien des avantages fiscaux Pinel jusqu'en 2021, abattement fiscal sur les plus-values réalisées par la vente de terrains à bâtir, ainsi que « zéro nouvelles normes » dans la construction ; autant de garanties données aux capitalistes de l'immobilier qui encaissent les avantages quand le logement social, lui, est ponctionné.

« On me dira que je ne respecte pas l'environnement, ou parfois le handicap (...). Mais il faut du pragmatisme (...) pour résoudre le problème du logement », s'est justifié E. Macron. Comment mieux dire son intention de résoudre le problème du logement par la perspective assumée du logement à deux vitesses, ne proposant plus les mêmes garanties pour le logement des plus pauvres ! De même la proposition d'un bail « mobilité » de 1 à 10 mois, non renouvelable et sans dépôt de garantie, fait écho à la précarisation des contrats de travail. Travail précaire, salaire précaire, logement précaire, bail précaire : tout est dit. Cette politique a déjà été appliquée et on en connaît les effets : d'un côté la pression mise sur le logement social, et de l'autre l'ouverture des vannes aux spéculateurs immobiliers pour les inciter à construire. Sans contrainte, la loi du marché sur les sols et la construction immobilière va produire ce qu'elle a déjà produit : hausse des prix, exclusion des plus pauvres des centres villes, et poursuite de la crise du logement. **Jean-Marc Bourquin**

## Macron : la France joue son jeu

Macron a, quant à lui, voulu profiter de sa première intervention à l'ONU pour affirmer sa stature d'homme d'État, celui qui ramènerait Trump dans le droit chemin de la raison... « Partout où le multilatéralisme se dote des armes de son efficacité, il est utile », prétend-il, utile « à réconcilier notre intérêt et nos valeurs, notre sécurité et le bien commun de la planète ». Langage différent mais objectif commun : la défense des intérêts des grandes puissances alliées des USA, accompagnée d'une défense de l'ONU qui « a été fondée dans un but très noble mais ces dernières années n'a pas atteint son plein potentiel, à cause de la bureaucratie et d'une mauvaise gestion ». En réalité, depuis ses origines à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU a toujours été utilisée par les États-Unis et les grandes puissances

victorieuses pour assurer leur hégémonie sur le monde et justifier leurs interventions militaires au nom d'un prétendu droit international. Elle a toujours été sous la houlette du Conseil de sécurité au sein duquel des membres permanents (les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine) disposent d'un droit de veto. Et quand des résolutions contraires à leur politique peuvent être adoptées, elles restent lettres mortes comme celles condamnant la politique israélienne contre les Palestiniens.

À l'ONU, Trump a parlé sous le contrôle du Pentagone. Certes avec sa brutalité et sa vulgarité, mais, sur le fond, il a assumé la politique des généraux qui l'entourent, un nationalisme militariste au service des intérêts des multinationales étatsuniennes. Il invoque la « souveraineté » nationale, pilier, avec « la sécurité »



Donald Trump à l'assemblée générale de l'ONU. DR

et « la prospérité », d'un ordre fondé sur « un grand réveil des nations » face à un monde « multipolaire » où règne une concurrence acharnée. Trump n'a pas liquidé « le leadership moral » des USA comme l'en accuse Hillary Clinton : il n'est que le produit de l'effondrement de cette hypocrisie

institutionnalisée construite par la propagande impérialiste, et ruinée par Obama. Trump se complait avec cynisme à dire ce qu'il était bien difficile de cacher : la guerre est le principal instrument de la politique étrangère des USA. **Yvan Lemaître**

## Le chiffre 40 millions

C'est le nombre d'esclaves dans le monde, d'après un récent rapport. 71% sont des femmes. Ces esclaves sont forcés de travailler sous la contrainte en tant que travailleurs domestiques, sur les chantiers de construction, dans des usines, dans l'agriculture et la pêche. « Ils produisent une partie de la nourriture que nous mangeons et des vêtements que nous portons », souligne le rapport. Un chiffre auquel il faut ajouter l'exploitation sexuelle (4,8 millions dont 99% de femmes et de filles) et le travail des enfants (152 millions).



## Agenda

**FETE DU COMITE NPA  
GWENGAMP  
LANNUON BEAR**

**SAMEDI  
30 SEPTEMBRE 2017,  
À PARTIR DE 18H00**

**AU DIBAR,  
LAN MEUR EN PLOUGONVER**  
À MI ROUTE ENTRE GURUNHUEL ET PLOUGONVER SUR LA RD 54

18H. FILM SUR LA GRÈVE DU JOINT FRANÇAIS DE ST BRIEUC EN 1974 : « FRÈRES DE CLASSE » DE CHRISTOPHE CORDIER - 2004  
19H. INTERVENTION DU COMITÉ NPA  
19H15. APÉRO SUIVI D'UNE INTERVENTION DE :  
PORTE PAROLE NATIONAL DU NPA  
20H15. REPAS 12 EUROS :  
HORS D'OEUVRE, PÂLETTA, DESSERT, CAFÉ, BOISSON EN SUS.  
DIVERS STANDS  
ET PRÉSENCE D'ASSOCIATIONS LOCALES.  
COMITÉ DE GWENGAMP, LANNUON, BEAR - CONTACT : NPABEAR@GMAIL.COM

**Mardi 3 octobre, débat entre Olivier Besancenot et François Ruffin : « Le protectionnisme est-il une solution ? », Paris.** À 19h30, à La Générale, 14, avenue Parmentier, Paris 11<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Voltaire. Organisé par Le Temps des lilas et La Générale (voir page 10).

## NO COMMENT

« À ceux qui paniquent après l'élection d'un parti d'extrême droite en Allemagne, vous devriez savoir que Frauke Petry, qui dirige le parti, travaille intensément [pour expulser du parti] quiconque est suspecté d'antisémitisme. »

YEHUDA GLICK, député israélien membre du Likoud, parti de Netanyahu

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## EPR En marche... vers l'accident nucléaire

Le 28 juin, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) donnait son feu vert de principe pour une mise en service de l'EPR de Flamanville en 2018, conditionné au remplacement du couvercle de la cuve défectueuse en 2024.

Cette décision scandaleuse et extrêmement grave ouvre la voie à l'accident nucléaire. Les réacteurs nucléaires ont été conçus en postulant « l'exclusion de rupture » des équipements au contact avec les produits radioactifs (leur rupture n'est pas envisagée), en premier lieu la cuve (énorme pièce en acier de 425 tonnes, 7 mètres de diamètre et 11 mètres de haut), qui abrite le cœur du réacteur.



DR

### Risque de rupture de la cuve

Ce principe repose sur des marges de calcul et surtout sur la qualité de fabrication et la fiabilité des contrôles. La cuve, fabriquée à l'usine Areva du Creusot, a été installée dans le réacteur en janvier 2014. Or EDF et Areva avaient identifié des problèmes de fabrication entre 2007 et 2013. EDF n'a informé officiellement l'ASN que fin 2014, après l'installation de la cuve. L'ASN a laissé faire, alors qu'elle avait déjà, dès 2005, alerté EDF et Areva sur les anomalies constatées à la forge du Creusot : mauvaise qualité de fabrication et falsifications de dossiers. Résultat : la cuve concentre aux extrémités de la calotte du fond et du couvercle des impuretés de carbone qui affaiblissent sa résistance. Sachant que le rayonnement de la réaction nucléaire fragilise de plus en plus l'acier, il y a un risque de rupture de la cuve en fonctionnement, et pire encore en cas d'accident majeur.

### Dérogation inacceptable

L'ASN valide donc une cuve qui ne respecte pas les normes qu'elle est censée faire appliquer. Le délai de sept ans accordé par l'ASN pour remplacer le couvercle est guidé non pas par des considérations techniques et de sécurité, mais par des enjeux économiques : c'est le temps nécessaire pour livrer un nouveau couvercle. Quant à la cuve, pourtant elle aussi défectueuse, elle restera en place. L'ASN préfère protéger AREVA et EDF, des « conséquences [...] disproportionnées [...] sur le modèle de réacteur EPR et sur la filière nucléaire ». Cette position scandalise beaucoup de travailleurEs d'Areva, d'EDF et bien sûr de l'IRSN et de l'ASN, qui sont constamment mis sous pression au nom de la « culture de sûreté ». Deux des experts en charge du dossier se sont même opposés publiquement à l'avis de l'ASN : « La dérogation qu'implique de fait l'avis de l'ASN n'est pas acceptable, ni dans son principe ni dans le cas de la cuve de l'EPR, ce qui nous conduit à demander le retrait de cet avis. La mise en service de la cuve de l'EPR [...] en l'état, ne doit pas être autorisée. »<sup>2</sup>

L'ASN a reporté son avis définitif à fin 2017. Entre temps, EDF s'active pour faire repousser le remplacement du couvercle à 2031, autant dire jamais ! Au bout du compte, il n'est pas certain du tout que ce jeu de poker menteur pour sauver l'EPR et la filière nucléaire ne produise pas l'effet inverse du but recherché en générant chaque jour davantage de contestation.

Pour manifester notre opposition à la folie EPR, rendez-vous donc le 30 septembre à Saint-Lô, 14 h 30 place de la mairie !

### Commission nationale écologie

1 – Rapport ASN CODEP-DEP-2017-19368.

2 – Avis minoritaire dans Rapport du GPE ESPN (26-27 juin 2017).

## FRANCE INSOUmise

# Le 23 septembre a été un succès : et maintenant ?

Le 23 septembre est sans conteste un succès politique pour Mélenchon qui s'est ainsi installé durablement comme le premier opposant à Macron. Mais cela ne sera pas suffisant pour stopper ce gouvernement.

Qu'importe si les manifestantEs se dénombrent en dizaines de milliers (selon la préfecture de police) ou en une grosse centaine de milliers (selon les organisateurs). Au final, Mélenchon a plutôt réussi son coup politique le 23 septembre dernier, incarnant ainsi l'opposition politique au gouvernement. Le PS à l'agonie, le PC en panne d'orientation, les écologistes portés disparus, le FN en pleine crise, les Républicains en campagne interne... la place est vide et Mélenchon sait l'occuper. Et le gouvernement n'a pas tardé à réagir, par la voix de son porte-parole Castaner, qui a lancé une polémique sur les propos « indignes et déshonorants » de Mélenchon qui aurait soi-disant comparé le gouvernement et les nazis, opération de diversion menée par un gouvernement paniqué par la résistance naissante.

### L'unité est un combat

L'interpellation des organisations politiques, en particulier celle du NPA à travers son porte-parole Olivier Besancenot, pour faire bataille commune contre Macron, a poussé La France insoumise à organiser une



Dans la manifestation du 23 septembre. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

réunion unitaire le 19 septembre dernier. Cette réunion n'a abouti à rien de concret : comment aurait-il pu en être autrement quand tout est déjà organisé et quand on vous dit que personne d'autre que Mélenchon ne pourra prendre la parole ? Mais elle a prouvé que la recherche de l'unité n'était pas la préoccupation du seul NPA, et qu'elle était partagée par beaucoup. C'est aussi ce que nous avons ressenti lors de la manifestation du 23, et nous n'avons pas été les seuls. Mélenchon a dû développer un

message rassembleur, invitant à « passer du chacun pour soi au tous ensemble », pour tenter de dégonfler la polémique sur la concurrence avec les syndicats. Il a demandé aux organisations syndicales de « prendre la tête de la mobilisation », appelé à rejoindre les cortèges syndicaux lors des prochaines mobilisations, et enjoint la jeunesse à « entrer dans l'action ». Il a aussi appelé à une nouvelle journée de mobilisation en octobre pour « rassembler plus d'un million de personnes sur les Champs-Élysées ». Derrière les

organisations syndicales mais toujours grand initiateur : chassez le naturel, il revient au galop.

### C'est dans la rue que ça se passe

Sans grande surprise, Mélenchon a également défendu, lors de son discours en fin de manifestation, la bataille institutionnelle qui, selon lui, « n'est pas finie », car les ordonnances vont repasser devant le Parlement. En effet, pour le leader de La France insoumise, la lutte contre les ordonnances n'est pas « qu'une bataille sociale, c'est une bataille démocratique ». Si l'on peut être d'accord pour dénoncer le caractère antidémocratique des ordonnances, force est de constater, une nouvelle fois, que le seul débouché réel proposé à toutes celles et ceux qui résistent, ce sont les urnes : « au bout de la rue, il y a les élections ». C'est évidemment une de nos divergences majeures avec Mélenchon.

Le gouvernement ne lâchera que s'il y a un grand mouvement de grève qui bloque l'économie, pas en raison de calculs électoraux. C'est ce mouvement que nous voulons construire dans les prochaines semaines pour empêcher le gouvernement de casser tous les acquis et droits sociaux du monde du travail, privé et public confondus. La défaite du parti de Macron aux élections sénatoriales est un révélateur supplémentaire de la faiblesse de l'exécutif et de son manque de légitimité. Mais cela ne signifie pas automatiquement une victoire pour nous. Pour cela, nous devons affirmer dans l'unité la plus large, par notre mobilisation, que nous voulons stopper cette politique, que nous refusons un monde qui fait la richesse des capitalistes et la pauvreté de l'immense majorité de la population. Chiche ?

Josephine Simphon

## PARIS 2024 Les JO des bétonneurs

Sans suspense, l'organisation des jeux Olympiques 2024 a été confiée à Paris, et plus globalement à la France. La mobilisation au Brésil lors des JO de Rio, une première, nous montre la voie pour s'opposer à une certaine vision du sport, et surtout à des dépenses pharaoniques en deniers publics au profit de grands groupes... et à la défaveur des habitantEs.



tout événement culturel et sportif avec avidité, surtout s'il a lieu dans le pays le plus touristique au monde.

### À Marseille aussi

Et le phénomène ne touchera pas que la Seine-Saint-Denis. La ville de Marseille, dans laquelle Macron s'est récemment déplacé pour parler des JO, et qui accueillera les compétitions de voile, sera également touchée. La municipalité Gaudin tente depuis de longues années, avec un certain succès, de tourner la ville vers le tourisme, avec par exemple la transition du port de

fret en port de croisière, la transformation du quartier du port, du Panier, et les JO viendront appuyer cette dynamique dont sont victimes les classes populaires.

Alors que des luttes pour résister à la gentrification se développent, notamment pour préserver le quartier emblématique de La Plaine, ce sont des dizaines d'équipes qui vont venir s'entraîner à Marseille les années précédant les jeux Olympiques : AirBnb qui, malgré les résistances, réussit à pénétrer ces quartiers, ne peut que se frotter les mains.

La manne financière libérée, qui se comptera en milliards d'euros, profitera aux bétonneurs et aux spéculateurs, et accélérera la transformation de quartiers, voire de villes, éloignant toujours plus les classes populaires des centres-villes et les salariéEs des lieux de travail. Augmentation des loyers, basculement du parc locatif du social vers le privé, allongement des temps de trajet : c'est une dégradation des conditions de vie qui est en perspective.

### Résistance

Si dans certains lieux les luttes existent, de La Courneuve à La Plaine, il n'est pas encore dans l'habit militant de s'inscrire dans ces combats face à la gentrification. L'austérité qui justifie toutes les réformes antisociales n'a pas lieu d'être quand il s'agit des jeux Olympiques, car une fois de plus c'est un cadeau de l'État aux grands groupes, notamment les bétonneurs.

La résistance est à construire, en s'inspirant du peuple brésilien qui a prouvé que l'opposition aux JO pouvait être massive et revendiquer un autre partage des richesses.

Thibault Blondin



## ALLEMAGNE Percée de l'extrême droite, reculs spectaculaires de la CDU/CSU et du SPD

La CDU/CSU, avec 33% des voix, perd 8,5 points par rapport à 2013 et le SPD en perd 5,2 en terminant à 20,5%. C'est l'expression d'une érosion apparemment irrésistible de l'électorat social-démocrate depuis la mise en place des contre-réformes antisociales de l'agenda 2010 du gouvernement SPD/Verss du chancelier Gerhard Schröder.

### L'AfD profite de l'échec de la «grande coalition»

L'AfD obtient 12,6% des voix, contre 4,7% en 2013, et devient ainsi la troisième force au Bundestag avec 94 députés. Qui plus est, l'AfD devient le premier parti en Saxe avec 27% des voix et première force dans l'électorat masculin des nouveaux Länder d'Allemagne de l'Est. En Bavière, l'AfD arrive en deuxième place derrière la CSU dans de nombreuses circonscriptions. L'AfD a pu prendre plus d'un million de voix à la CDU/CSU, près d'un demi-million au SPD et presque 400 000 au parti Die Linke, et mobiliser plus d'un million de celles et ceux qui n'étaient pas allés aux urnes en 2013, avec une participation de 76,2% de l'électorat contre 71,5% il y a quatre ans. En dépit de ce succès électoral, la zizanie règne au sommet de l'AfD après ces élections : Frauke Petry, co-présidente du parti au profil plus «modéré» que le premier candidat et la première candidate du parti, Alexander Gauland et Alice Weidel, et qui a obtenu un mandat direct en Saxe, vient d'annoncer qu'elle ne fera pas partie de la fraction parlementaire de l'AfD au nouveau

Les résultats des élections législatives allemandes du 24 septembre sont marqués par les pertes spectaculaires des partis chrétiens-conservateurs CDU/CSU et du SPD social-démocrate formant jusqu'à maintenant la «grande coalition» gouvernementale sous la chancelière Angela Merkel (CDU), et par le succès dramatique de l'AfD au profil nationaliste, raciste, ultra conservateur et d'extrême droite.



Bundestag. Les propos d'Alexander Gauland parlant «d'ouvrir la chasse contre Merkel» et ses provocations verbales fascisantes lui ont déplu. Autre résultat spectaculaire de ces élections : le succès du FDP libéral, qui n'avait pas pu franchir le seuil des 5% en 2013 et qui revient maintenant au Bundestag avec 10,7% des voix et 80 députés. Le FDP a pu prendre 1,3 million de voix à la CDU/CSU, 430 000 au SPD et 70 000 à Die Linke. Les Verts arrivent à 8,9% des voix contre 8,4% en 2013, en ne perdant pas de voix au profit de l'AfD. Ils sont «battus» de peu par Die Linke qui

obtient 9,2% des voix en gagnant 0,6 point par rapport à 2013 (ce qui lui donne 69 députés), et en gagnant également des voix en chiffres absolus (Die Linke avait son meilleur résultat en 2009 avec 11,9% des voix).

### Instabilité politique

Le soir des élections, le candidat principal du SPD Martin Schulz a déclaré que son parti refuse de continuer la «grande coalition» en tant que partenaire junior de la CDU/CSU sous la direction de l'ancienne et très probablement nouvelle chancelière Angela Merkel.

Il veut régénérer le SPD dans le rôle d'un parti d'opposition en mettant l'accent sur les thèmes de la défense des valeurs démocratiques et de la «justice sociale».

Si le SPD ne revient pas sur cette décision, la formation d'une coalition de gouvernement avec la CDU/CSU comme parti majoritaire s'annonce difficile. Théoriquement, la seule possibilité qui reste, c'est une coalition dite «Jamaïque» avec le FDP libéral de Christian Lindner et le parti des Verts. On voit mal le compromis possible, en particulier en matière de politique climatique qui, pour le FDP de Lindner, doit être menée uniquement par des méthodes du «libre marché». Bien que rien ne soit exclu – nous verrons cela dans les prochains mois –, les résultats des élections au Bundestag semblent déboucher sur une crise politico-partidariaire qui pourrait même mener à de nouvelles élections anticipées au niveau fédéral.

Pour Die Linke, l'enjeu est de taille : mener un combat sans merci d'actions unitaires contre l'extrême droite, tout en se présentant comme l'opposition véritable aux politiques pro-capitalistes et néolibérales établies.

**Manuel Kellner, rédacteur du SoZ, membre de Die Linke et de l'ISO (IV<sup>e</sup> Internationale en Allemagne)**

## KURDISTAN Oui à l'autodétermination des Kurdes d'Irak, mais...

Bafouant sa propre charte et niant le droit à l'autodétermination, le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni le 21 septembre, s'est dit préoccupé «face à l'impact potentiellement déstabilisateur» du référendum au Kurdistan irakien et a rappelé son «attachement continu pour la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Irak».

L'ONU s'en tient ainsi au découpage territorial du traité de Lausanne de 1923, qui a privé les Kurdes d'un État et les a répartis entre l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie, quatre puissances régionales qui n'ont eu de cesse de les opprimer et de les massacrer lorsqu'ils se sont révoltés.

### Inefficaces menaces

Al-Malaki, vice-président de l'Irak, et Erdogan, président-dictateur de Turquie, qui ne craint qu'une chose, qu'un État kurde indépendant en Irak ne fasse tache d'huile et ne légitime le combat des Kurdes pour leur émancipation dans son propre pays, ont multiplié les menaces, et, joignant le geste à la parole, massé leurs troupes aux frontières. L'Iran a décidé d'interrompre «tous les vols iraniens vers les aéroports d'Erbil et de Souleymanieh [les capitales administratives et culturelles du Kurdistan d'Irak] ainsi que tous les vols au départ du Kurdistan irakien transitant par l'Iran», selon l'agence officielle Irna, et de fermer sa frontière.

Mais rien n'y a fait. Au cours des dernières semaines, des dizaines de milliers de personnes ont participé



«Le Kurdistan n'est pas l'Irak». DR

à des rassemblements pour l'indépendance sur tout le territoire, et c'est massivement que les électeurs kurdes d'Irak se sont déplacés lors du scrutin.

### Soutien inconditionnel... mais critique

Notre soutien inconditionnel au droit à l'autodétermination n'est évidemment pas acritique vis-à-vis de la politique du «président» du Kurdistan d'Irak Massoud Barzani, qui a initié le processus référendaire au mois de juin. Son mandat est arrivé à échéance en 2015, et il se maintient au pouvoir en toute illégitimité. Chef

historique du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), il poursuit la politique clanique et clientéliste de son père et de son grand-père, au service d'une bourgeoisie kurde qui a fait main basse sur la rente pétrolière en bonne entente avec les pétroliers impérialistes étatsuniens dont il sert les intérêts rubis sur onglet.

À l'évidence, le PDK tente de reprendre la main qu'il a perdue depuis 2014 face à son rival historique, le Parti des travailleurs du Kurdistan (le PKK) de Turquie et ses partis frères en Syrie (le PYD, Parti de l'union démocratique), qui s'est considérablement renforcé après sa victoire contre Daesh

à Kobané en janvier 2015 alors qu'à l'été 2014, quand Daesh massacrait les Yézidis du mont Shengal, s'emparait de Mossoul et menaçait Kirkouk, les troupes armées du PDK fuyaient les combats.

### Un «petit Kurdistan» ?

La critique la plus virulente de ce référendum pour l'indépendance d'un «petit Kurdistan» en Irak (8 millions de Kurdes sur un total de 60 millions) est venue de Berwari, membre du Conseil exécutif du Congrès national du Kurdistan (KKN) : «Les frontières sont abolies dans les mentalités des populations kurdes. Mais quelques partis politiques au Kurdistan, notamment le PDK, renforcent les frontières dessinées par les accords Sykes-Picot. Le PDK approfondit la séparation centenaire en creusant des tranchées sur la frontière entre le Rojava [en Syrie] et le Sud [en Irak].»

De fait, Barzani a tout fait pour empêcher la circulation des vivres et des combattants kurdes entre l'Irak et la Syrie. Et on ne voit pas comment il pourrait être le champion de la cause kurde quand, depuis mars 2015, il approuve et autorise les bombardements de l'aviation turque de son allié Erdogan sur les montagnes de Qandil, en Irak, base politique et militaire du PKK depuis son exil forcé de Turquie après les massacres des années 1990.

Alors oui au droit des Kurdes d'Irak à disposer d'eux-mêmes, mais aucune confiance à Barzani pour promouvoir leur réelle émancipation et pour défendre les droits de toutes les Kurdes, où qu'ils soient.

**Pierre Granet**

## BRÉSIL Les LGBTI n'ont pas à être «soignés» !

Le Brésil a remis à l'ordre du jour les thérapies dites de «conversion» qui sont censées «guérir» de l'homosexualité suite à une décision de justice... Un scandale absolu, mais le Brésil est loin d'être une exception en la matière.

L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a retiré l'homosexualité de la liste des maladies depuis 1990, soit il y a moins de 30 ans. Pour rappel, il a fallu attendre 1992, en France, pour qu'elle ne soit plus considérée comme une pathologie mentale après sa dépénalisation en 1982 sous Mitterrand. Jusque dans les années 1970, l'homosexualité était «soignée» par des thérapies par aversion, notamment aux États-Unis : électrochocs, castration chimique ou chirurgicale, lobotomie. Le retrait de l'homosexualité du DSM (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*), l'ouvrage de référence de l'APA (American Psychiatric Association) en 1986 n'a pas empêché les thérapies de conversion de continuer partout dans le monde, même si dans de nombreux pays elles sont devenues largement minoritaires chez les psys.



Marche des Fiertés à São Paulo 2017. © VAMOS GAY

### Le grand bond en arrière

Au Brésil, les thérapies de conversion pour les homosexuels avaient été interdites en 1999, parce qu'elles provoquaient un effet désastreux sur la santé psychique des patients. Mais la semaine dernière, le juge Waldemar de Carvalho a de nouveau autorisé ces thérapies qui n'en sont pas, à la demande de certains psychologues voulant proposer des thérapies de réorientation sexuelle. Cette décision s'oppose donc à la fois aux recommandations de l'OMS mais aussi du Conseil national de psychologie au Brésil, qui a annoncé vouloir faire appel de la décision du juge. C'est un grand bond en arrière que viennent de subir les personnes LGBTI au Brésil. Ce sont souvent des jeunes gays, lesbiennes et bisexuels qui sont envoyés dans ce type de thérapie par leurs parents. Samedi 23 septembre, plusieurs manifestations ont eu lieu dans les grandes villes du pays pour s'opposer à cette remise en cause des droits des LGBTI. Cette décision est une attaque grave, qui nous rappelle que nos droits sont toujours ceux que nous avons arrachés par nos luttes, et que l'on peut aussi facilement nous les reprendre dans une période d'offensive réactionnaire partout dans le monde.

### En Occident aussi...

Certains pensent que les pays occidentaux seraient à l'abri, mais il n'en est rien. En France, par exemple, il n'y a aucune législation claire en la matière, et la méthode «à l'américaine» des groupes de thérapie de conversion existe, même s'ils sont peu nombreux (5 ou 6 groupes de ce type en France). Une autre réalité est difficile à évaluer : celle des psys qui, dans des consultations individuelles dans leur cabinet, continuent de «soigner» leurs patients car ils considèrent qu'il y a une ambiguïté identitaire. Aux États-Unis, ces thérapies sont monnaie courante, elles sont d'ailleurs souvent traitées dans les fictions cinématographiques ou télévisuelles LGBTI, comme dans la comédie *But I'm A Cheerleader* de Jamie Babbit avec Natasha Lyonne. Si certains États les ont interdites, comme en Californie, les États-Unis sont en plein paradoxe : d'un côté, des États à la pointe des droits LGBTI et, de l'autre, des États avec des lois très répressives. La religion joue un rôle particulièrement néfaste : on estime que ces thérapies existent dans 2/3 des diocèses du pays. Les pays interdisant formellement ce type de thérapie sont minoritaires dans le monde à l'instar de Malte qui, depuis le 8 décembre 2016, punit ce type de pratique de 10 000 euros d'amende... mais où l'avortement est toujours interdit.

**Mimosa Effe**



**L**e départ de Florian Philippot du Front national est avant tout le résultat d'une lutte pour le pouvoir interne. Alors qu'il était l'homme de confiance de la présidente du parti, Marine Le Pen, le jeune homme pressé a cherché à s'affranchir de celle-ci à partir de mai 2017. Le débat télé désastreux du 3 mai face à Emmanuel Macron l'avait apparemment fait douter des capacités de la cheffe de gagner un jour. C'est à partir de ce moment que Philippot a activement remis en cause la tutelle de la présidente du parti, lançant son association « Les Patriotes » – un parti dans le parti –, et refusant malgré les pressions d'en abandonner la direction. Cela tout en s'abstenant de façon (un peu trop) visible de participer réellement à la campagne du FN pour les législatives de juin. La rupture entre Florian Philippot et Marine Le Pen n'est donc pas d'abord un divorce idéologique, d'autant moins que pendant plusieurs années c'est Philippot qui inspirait et insufflait la « ligne » de la cheffe. C'est la stratégie Philippot, partagée par Marine Le Pen, qui a conduit la direction du FN à mettre en avant les questions sociales et économiques; tout en désertant – au moins en ce qui concerne ces deux-là, leur ligne n'étant pas partagée par d'autres cadres du FN – les manifestations réactionnaires contre le mariage homosexuel.

Toujours est-il que, à l'heure où Marine Le Pen vient de pousser Philippot vers la sortie – d'abord parce qu'il était devenu trop insolent et encombrant, deuxièmement parce qu'il attirait la haine de certains dans le parti, le soupçonnant carrément d'être un « homme de gauche infiltré » –, cette décision est susceptible de déboucher sur des changements de ligne. Il n'est pas improbable que Marine Le Pen ait retiré ses fonctions à Florian Philippot tout en voulant conserver une large partie de son orientation: accent mis sur les aspects socio-économiques, discours tourné en partie vers les classes populaires, dénonciation du libéralisme économique, profil « ni gauche ni droite ».

Toutefois certains dans le FN (Nicolas Bay) et en dehors, mais proches du parti (Robert Ménard) souhaitent profiter de l'occasion pour obtenir des changements de ligne. Ils souhaitent refaire du FN un « vrai parti de droite », ce qu'il n'était plus aux yeux de certains en raison de son discours économique « socialisant ». C'est parce qu'il est « un homme de droite », avait expliqué en substance Marc-Étienne Lansade, le maire FN de Cogolin (élu en 2014), qu'il quittait le FN. À ses yeux, un discours qui semblait trop éloigné des intérêts immédiats patronaux devenait insupportable. Il n'est pas le seul à l'extrême droite.

Le départ de Florian Philippot aura-t-il des conséquences au sein du FN, qui tiendra son congrès au début de l'année prochaine, et, plus généralement, au sein de l'extrême droite? Va-t-on assister à la construction de nouvelles passerelles avec une droite « classique » de plus en plus acquise aux thèses du Front national? S'il est difficile de répondre avec certitude à ces questions, il nous a semblé utile de proposer un état des lieux des forces en présence et des dynamiques en cours du côté de l'extrême droite et de la droite extrême.

# GUERRE DE POSIT



## À L'EXTRÊME DRO

Dossier réalisé par la commission nationale antifasciste – TANTQUILLEFAUDRA.

### LA GALAXIE DE L'EXTRÊME DROITE EN ÉVO

Si les contours de l'extrême droite sont à peu près fixes, les éléments qui la composent sont variables. Phénomène d'opportunisme de l'activisme, lutte des egos: le paysage est mouvant, mais dynamique depuis les années 2000, et tournant 2010. Il subsiste un même type d'attraction: leurs membres, souvent jeunes, ne s'engagent pas forcément sur une ligne politique spécifique mais plus par goût de l'action et pour l'espace de camaraderie offert.

**D**ès 1988, le temps fort national de l'extrême droite tourne autour du 1<sup>er</sup> mai du FN, associé à son hommage à Jeanne d'Arc. Les marges du défilé accueillent leur lot de « débordements » et de violences, dont le meurtre de Brahim Bouarram en 1995. Avec la dédialisation façon Marine Le Pen, les éléments trop radicaux ne sont plus les bienvenus. L'extrême droite va se tourner vers d'autres défilés.

#### Multiplés groupes

À partir de 2010, les « nationaux-catholiques » de Civitas célèbrent la fête nationale de Jeanne d'Arc, le deuxième dimanche de mai. Civitas organise l'après-midi un défilé qui rassemble large, des nationalistes aux royalistes. Dans l'entre-deux-tours en 2017, quelque 400 manifestants défilent à Paris. On est alors loin des milliers des années fastes. On retrouve, à cette époque, le Renouveau français (RF), catholique et contre-révolutionnaire, fondé en 2005 et présent sur plusieurs régions. En 2011, il se lance dans une campagne musclée contre la « christianophobie », largement relayée dans les médias. Aujourd'hui le RF n'a plus le nombre pour tenir une banderole. En juin dernier, il met en suspens ses activités militantes, sans avoir capitalisé les sympathies nationalistes lors des « Manif pour tous ».

Depuis 2010, les Jeunesses nationalistes (JN) lancées par l'Œuvre française (OF) ont le vent en poupe. Avec à leur tête Alexandre Gabriac, ils cumulent les actions « coup de

poing ». L'accent n'est pas mis sur la formation mais sur un activisme viril, débarrassé des bondieuseries du RF. Les sections se multiplient mais Lyon reste leur fief. Les JN chercheront dans les gardes à vue et les condamnations la preuve de leur existence militante... jusqu'à leur dissolution en 2013, avec l'Œuvre française. Le Parti nationaliste français (PNF), réactivé en 2015, succède à l'Œuvre sans retrouver la vigueur passée. Sur Lyon, le GUD, juste relancé, profite de la dissolution. Gabriac avait quitté le navire et rejoint Civitas. Il opère un rapprochement avec le Parti de la France de Carl Lang, les fidèles de Jean-Marie Le Pen et la groupusculaire « Dissidence » de Vincent Vauclin.

Mai est aussi le mois d'hommage à Sébastien Deyzieu, jeune militant nationaliste mort en échappant à la police le 9 mai 1994. En 2010, Serge Ayoub, le « Batskin » des années 1980, prend en main le C9M, le comité d'hommage à Deyzieu. Il va alors profiter de la correspondance entre le 9 mai et le dimanche de la fête de Jeanne d'Arc pour faire dans la rue ce que « Synthèse nationale » fait sur internet et dans ses « Journées nationales »: rassembler l'extrême droite identitaire et nationaliste. Trois ans plus tard, les brouilles ont eu raison de l'unité. Le meurtre de Clément Méric par l'un de ses sbires l'amènera à dissoudre sa récente organisation solidariste, « Troisième Voie », avant que ne le fasse la justice. Ayoub se met au vert et se consacre à son club de bikers.

**Levent de la « Manif pour tous »**  
L'opposition au « mariage pour tous » a donné un coup de fouet

à l'extrême droite. Le « jour de colère » de janvier 2014 a certes rassemblé quelque 20 000 manifestants, mais dans la plus grande confusion, sans cohérence idéologique. Gabriac et ses Jeunesses nationalistes n'ont pas réussi à élargir leur audience. Les militants du Bloc identitaire et de l'Action française ont assuré par leurs pratiques (animation de cortège, service d'ordre) une présence massive et continue dans les cortèges communs de « La Manif pour tous ». Mais seule l'Action française en récoltera les fruits. Car avec l'apparition du « Printemps français », au moment où « La Manif pour tous » ne contrôle plus ses troupes, l'AF trouve un relais auprès de ce mouvement de masse inédit à droite. Tout en rejoignant le 6 février 1934, l'AF recrute et forme des cadres. Ces deux années de mobilisation lui ont donné l'occasion de se rajeunir et grossir ses rangs. Fini le passivisme, les camelots 2.0 renouvellent leur matériel militant, prenant exemple sur les Identitaires. En mai 2016, l'AF rassemble 250 à 300 « camelots » pour son propre hommage national à Jeanne d'Arc, quand elle n'en faisait sortir que quelques dizaines, il y a moins de 10 ans. Les Identitaires, actifs depuis 2002, sont les spécialistes des coups d'éclat destinés à produire des images. Petit à petit, leur doctrine s'efface pour laisser place à une focalisation sur l'islam et l'immigration. Après l'invasion du Quick halal de Lyon en 2010 et l'occupation de la mosquée de Poitiers en 2012, leur dernière trouvaille est l'affrètement d'un

bateau pour « défendre l'Europe » contre l'« invasion migratoire ». L'affaire est habilement mise en scène sur internet: du financement participatif à la croisière anti-migrants, stoppée faute de ports les acceptant autour de la Méditerranée. Malgré l'échec, ce qui semblait relever du bluff aura relancé la machine identitaire. En 2016, renonçant à une vaine confrontation électorale avec le FN, les Identitaires se transforment en association pour rester une « centrale d'agitation et de formation »... où le FN puise des ressources. Outre quelques transferts militants, c'est surtout commercialement que les jeunes cadres identitaires mettent leur talent de communicants au service du FN. Rien d'étonnant à ce que Marion Maréchal vienne faire un salut amical à la fête annuelle des Identitaires parisiens en 2017.

#### Implantation locale, résistance locale

C'est à l'échelle du quartier ou de la ville que se juge et se perçoit la dangerosité de l'extrême droite. La présence de groupes plus ou moins structurés concrétise, parfois à l'extrême, l'ambiance politique nationale qui voit l'essor électoral du FN. L'ouverture d'un lieu est un signe à ne pas négliger: bars plus ou moins clando, comme « la Citadelle » des Identitaires lillois ou « le Menhir » à Bordeaux, mariage du FNJ 33 et des nazillons du cru. À Marseille, c'est l'Action française qui installe son local militant. Lyon cumule les réjouissances: local et salle de sport des Identitaires, tentative d'ouverture d'un squat



ION

## LE FRONT NATIONAL ET LA « LOI TRAVAIL XXL » : DES CONTRADICTIONS MANIFESTES

*C'est dans le contexte actuel de vifs débats sur son orientation, marqué par le départ de Florian Philippot, que le FN tente de se positionner, tant bien que mal, à propos de la « réforme » du code du travail impulsée par Emmanuel Macron.*

Dans les publications du parti (dont un tract sorti le 29 août 2017), ou encore dans les prises de parole de Marine Le Pen à l'Assemblée nationale sur le sujet, l'analyse du projet de « réforme » du code du travail par le FN repose sur deux grands piliers : le parti d'extrême droite parle dans le tract précité d'une « réforme exigée par Bruxelles et au seul bénéfice des grands groupes » dont le résultat serait, outre un recul des droits des salariés, « des TPE/PME encore plus écrasées par les grands groupes ».

### Faux arguments et vraie démagogie

Or, sur ces deux points fondamentaux, le discours du FN est faux. Tout d'abord, s'il est vrai que les représentants de l'Union européenne accueillent favorablement la « réforme » française, celle-ci n'a pas été uniquement imposée de l'extérieur à la France. Certaines des mesures qu'elle comporte ont été revendiquées dans des textes du patronat français dès 1985. Certes, la Commission européenne a formulé – dans des « recommandations » du 13 mai 2015 – des propositions allant parfaitement dans ce sens. Elle ne faisait là, cependant, que formuler un consensus des élites capitalistes, appuyé par des acteurs puissants à l'intérieur de la France. Ainsi,



même si l'argument « Tout est la faute à l'UE » existe aussi au sein de la gauche et s'il a été martelé dans une partie du mouvement social de 2016, en brandissant les « recommandations » du 13 mai 2015, il est bel et bien faux. Oui, la politique de l'Union européenne est de manière générale orientée par les intérêts du patronat ; mais la politique nationale ne l'est pas moins, dans un contexte de compétition économique (capitaliste) généralisée.

Par ailleurs, il est inexact de prétendre qu'une poignée de grands groupes seraient les seuls bénéficiaires – dans l'ordre interne français – d'une loi qui serait faite au détriment des « petits » et « moyens » patrons. Certes, ces derniers peuvent être eux-mêmes victimes d'une concurrence

économique, qui détruit des capitaux au bénéfice des plus productifs ou des plus concentrés d'entre eux. Mais dans leurs rapports avec les salariés, les « petits » et « moyens » patrons ne sont pas moins avantagés par la nouvelle « réforme » du droit du travail que les très grands. Bien au contraire : certaines des pires mesures, concernant la démocratie sociale, s'adressent tout particulièrement et spécifiquement aux petits et moyens patrons. Il en va du droit de négocier avec des « représentantEs » des salariés ni élus ni mandatés par une organisation syndicale (prévu dans les entreprises de moins de vingt salariés) ou du droit pour l'employeur d'organiser lui-même un référendum pour faire adopter un projet d'accord hors syndicats.

### Ni gauche ni droite

Toutefois, au sein du FN, le positionnement vis-à-vis de la « réforme » et de sa contestation n'est pas allé sans vifs débats voire affrontements. Pour la première fois depuis fort longtemps, des observateurEs ont pu identifier quelques responsables du FN qui défilaient – de façon non repérable par des signes distinctifs – dans la manifestation conduite par les syndicats, le 12 septembre à Paris. Deux proches de Florian Philippot, Maxime Thiébaud ainsi que Nathalie Desseigne, ont concrètement sauté le pas. Mais ce ne sont pas les cortèges syndicaux auxquels se sont intégrés les quelques frontistes qui sont réellement descendus dans la rue. La lutte d'un groupe spécifique, celui des forains – qui combattent un décret d'avril 2017, imposant aux municipalités de procéder à un appel d'offres avant l'installation d'un spectacle sur la place publique – s'était greffée sur la mobilisation du jour. Au matin du 12 septembre, certains forains avaient d'ailleurs mené des actions de blocage de la circulation à Paris. C'est leur mobilisation, qui s'est par la suite reflétée dans un cortège à la manifestation (sociale et syndicale) parisienne, qui a servi de marche-pied à la participation de frontistes. C'est aussi dans le cadre des blocages au matin du 12 septembre que Florian Philippot s'était fait photographe, faisant comprendre qu'il avait ainsi prétendument rejoint les mobilisations. Auparavant, il avait soutenu publiquement un appel de Marcel

Campion, que certains affublent du titre de « roi des forains », parlant de « bloquer tout le pays ». Un soutien qui avait attiré à Philippot un reproche de la part du maire d'extrême droite de Béziers, Robert Ménard, qui l'a qualifié de « pire que le pire des gauchistes » (sic). Déjà à la mi-août 2017, Ménard avait comparé Philippot à un « leader de la CGT », ce qui n'était vraiment pas un compliment dans sa bouche. Louis Aliot, vice-président du FN et compagnon de la cheffe, avait à son tour réagi aux mobilisations sociales du 12 septembre, sur Twitter, par ces mots : « C'est devenu un sport national de faire chier les Parisiens qui bossent. » Malgré une opposition de principe à la réforme (au nom de la défense des PME/TPE), le FN est donc loin de se comporter comme une force unifiée et homogène, face aux mobilisations sociales et syndicales en cours. Comme lors des mobilisations de 2016, le FN est visiblement tiraillé par ses contradictions, et la tension entre le « social » et le « national », entre le profil « ni gauche ni droite » et l'hostilité au mouvement social et syndical, est d'autant plus palpable que le parti traverse une crise d'orientation stratégique. Pour le moment, cela constitue une chance pour le mouvement social ; mais les antifascistes ne devraient pas se reposer sur cet état passager des choses, car le FN et l'extrême droite en général ont fait montre, par leur passé, de leur capacité à rebondir et à s'adapter, a fortiori dans un contexte de crise économique, sociale et politique.

## « DROITE HORS LES MURS » OU DROITE DANS LE MUR ?

*La cinglante défaite de François Fillon à l'élection présidentielle provoque une crise dans la droite « traditionnelle », au sein de laquelle certains sont tentés de faire un pas supplémentaire vers l'extrême droite, à leurs risques et périls.*

La droite sort des élections en miettes, une partie de ses dirigeantEs ralliant Macron, un nombre d'adhérentEs en très net recul (officiellement 230 000 aujourd'hui contre 370 000 en 2007) et un électorat fuyant par tous les bouts : rural et populaire partis au FN, patrons et cadres sup convertis à Macron.

### Profond malaise à droite

Il ne reste plus guère que les retraités aisés et les catholiques les plus durs pour voter encore LR. Laurent Wauquiez, en bon clone de Sarkozy, clame partout qu'il veut une « droite vraiment de droite », qui risque d'être surtout une droite vraiment étroite... Pour une bonne partie des éluEs et des électeurEs des Républicains, Macron et ses ministres ex-LR représentent une droite décontractée qui leur convient, diminue l'ISF et tape fort sur les salariés : Macron, *what else ?* Indice du malaise à droite : les dirigeants LR devenus ministres ne sont toujours pas exclus des Républicains.

Du côté de la « droite de Dieu », la Manif pour tous et Sens commun sortent assez affaiblis des élections : leurs soutiens les plus fidèles à Droite (Hervé Mariton,

Jean-Frédéric Poisson, Henri Guaino) ont tous perdu leur mandat de député. Soutien jusqu'au bout de François Fillon, Sens commun a joué le mauvais cheval et n'a eu aucun député : l'entrée en politique des cadres de la Manif pour tous s'avère plus difficile que prévue. Les cathos tradis à l'Assemblée se comptent désormais sur les doigts d'une main : Jacques Bompard, Emmanuelle Ménard, Julien Aubert et Philippe Gosselin. Dans l'état-major des Républicains, plus aucun dirigeant ne demande l'abrogation de la loi Taubira : même Laurent Wauquiez vient de retourner sa parka rouge dans une interview récemment publiée par *Valeurs actuelles*. On n'est jamais trahi que par les siens...

Les « tradimatiques » peuvent toujours se consoler dans leurs clubs de réflexion (l'Avant-Garde, l'Institut de formation politique) ou leurs revues (*Limite*, *l'Incorrect*) tout en priant à genoux pour le retour de Marion Maréchal-Le Pen...

### Ne pas baisser la garde

Mais attention toutefois à ne pas trop baisser la garde : les réseaux cathos travaillent sur le temps long et ont beaucoup d'argent. Les

débats sur la GPA ou la fin de vie les verront inévitablement ressortir des églises le crucifix à la main. Il reste encore Nicolas Dupont-Aignan, réélu de peu dans son fief de l'Essonne. L'alliance avec Marine Le Pen aura duré à peine dix jours avant de sombrer lamentablement (alors qu'un volet législatif était bien prévu dans l'accord entre les deux partis). Cet épisode aura fait perdre à Dupont-Aignan des centaines d'adhérents, ses deux vice-présidents et son premier adjoint à la mairie d'Yverres. Le nouveau projet de Dupont-Aignan de réunir les « amoureux de la France » masque mal le fait qu'il est très seul : il a péniblement réuni 150 personnes pour son meeting de rentrée. Pas sûr que les déjeuners avec Philippot et les bons conseils payants de Patrick Buisson suffiront à réaliser ce beau rêve... La seule « bonne » nouvelle à la droite de la droite est venue de l'élection comme députée de la très catholique Emmanuelle Ménard (plutôt tendance Opus dei que prêtre ouvrier). Le couple Ménard dirigeait déjà la ville de Béziers en s'appuyant notamment sur le vote pied-noir. Les Ménard veulent eux aussi rassembler la « Droite hors les murs » dans l'association « Oz

ta droite » qui a été lancée en 2016 mais est déjà abandonnée faute de troupes. Pour tout ce petit monde, le premier test sérieux arrivera avec les élections européennes de 2019. Le plus drôle pour la fin : le ralliement à Macron de figures de la droite dure comme l'ultralibéral Alain Madelin (qui voit en Macron un nouveau Thatcher) ou encore Christian Estrosi qui prend la

posture du « vieux sage » centriste. Pour quelqu'un qui a débuté en politique comme adjoint de Jacques Médecin, a entretenu d'excellentes relations avec le FN et a déposé en 1991 une proposition de loi pour rétablir la peine de mort, c'est un sacré virage sur l'aile gauche ! Décidément, la droite de la droite aussi, c'était mieux avant...

WALQUIEZ SE RAPPROCHE DE PLUS EN PLUS DE L'EXTRÊME DROITE



« social » par le GUD, magasin de fringues, salon de tatouage... Les conséquences d'une telle implantation se lisent dans la longue liste des agressions racistes, attaques et menaces sur des militantEs de gauche. À Toulouse, l'ouverture de l'Oustal en 2011, le local des Identitaires, avait agrégé la fine fleur de l'extrême droite pendant plus d'un an. Son sentiment de toute-puissance débouchait en 2012 sur l'agression d'Andrés Pardo, victime d'une grave fracture du crâne. À Paris, ce sera la mort de Clément Méric en 2013, frappé par des recrues d'Ayoub, patron du « Local », le bar de tout le milieu nationaliste.

La présence d'un mouvement antifasciste de terrain, large et actif, constitue un rempart préventif. Ce travail local nécessite une vigilance attentive pour n'ignorer aucune apparition, même a priori mineure ou folklorique, qui peut en quelques années plomber dangereusement la vie politique. Le terrain d'action de l'extrême droite n'est pas déconnecté de l'actualité politique et médiatique. Après avoir bénéficié de la séquence « Mariage pour tous » entre 2012 et 2014, l'extrême droite activiste, dans sa grande diversité, n'a pas encore trouvé son nouveau centre d'intérêt. Or les migrants et leurs soutiens constituent, particulièrement aujourd'hui, des cibles. Passages à l'acte isolés, mais facilités par l'atmosphère politique, actions militantes organisées et réfléchies, la tension peut s'accroître. La situation des clandestins ne facilite pas la mise au grand jour de cette violence. Raison de plus pour redoubler de vigilance.



## RIPOSTE AU HAVRE

## Succès du meeting unitaire!

Après la manifestation du 21 septembre qui a réuni près de 10 000 personnes dans les rues du Havre, rendez-vous était donné par l'intersyndicale CGT-SUD-FSU-UNEF pour un forum-débat sur le thème « Comment faire échec à la politique de Macron ? »

L'originalité et l'intérêt de l'initiative venaient de la volonté de l'intersyndicale de faire débattre cette question par un large éventail des forces disponibles. Pour ce faire, plusieurs représentants syndicaux nationaux avaient été invités, des politiques (Jean-Paul Lecoq, député communiste local, François Ruffin pour FI et notre camarade Philippe Poutou), ainsi que Loïc Canitrot (de Jolie Môme) ou encore Assa Traoré, porte-parole du collectif « Justice pour Adama ».



Philippe Poutou et François Ruffin lors du meeting du Havre. Photothèque Rouge/JMB

## Convergence des luttes

Environ 500 personnes se sont donc retrouvées en fin d'après-midi pour débattre trois heures durant sur la stratégie à mettre en place pour construire un mouvement victorieux face à l'arrogance et aux attaques tous azimuts du gouvernement. Un large consensus existe localement sur la nécessité de construire un mouvement national unitaire, appuyé sur la convergence des luttes, visant à la paralysie de l'économie par la grève générale. Mais les mobilisations sur les retraites ou la loi El Khomri ont montré que, en dépit d'une forte mobilisation comme ce fut le cas au Havre, le chemin pour y parvenir n'était pas un long fleuve tranquille pour les forces disponibles. Face à certaines interventions un peu amères sur les difficultés à mobiliser ou la résignation manifestée par de nombreux salariéEs, Philippe a insisté sur la nécessité de mettre largement en débat et sans tabou les difficultés ou les blocages rencontrés dans le mouvement autour de la stratégie des luttes, l'unité syndicale, ou encore la constitution d'un large front regroupant notre camp social.

## Donner de l'espoir

L'idée de construire le rapport de forces sur la convergence des mécontentements (salariés du public et du privé, retraités, privés d'emploi, étudiantEs, jeunes des quartiers populaires...) s'est manifestée dans les thèmes évoqués au fil des diverses interventions : les ordonnances évidemment, mais aussi les mesures fiscales à venir en faveur des plus riches, les attaques contre les APL ou les retraites, l'assurance chômage et la Sécu, et même la scandaleuse mise en place du CETA. La question de la criminalisation du mouvement social a été évoquée par Loïc, poursuivi en justice à la suite d'une action collective au Medef, tandis qu'Assa Traoré concluait sur les violences dans les quartiers populaires en retraçant le long combat pour établir la vérité sur la mort de son frère Adama.

Au final, un meeting qui, sans évidemment apporter des réponses toutes faites sur la voie à suivre, a permis aux différentes composantes du mouvement social de débattre fraternellement autour des questions incontournables pour redonner l'espoir et pour construire un mouvement victorieux. Le meeting s'est conclu en musique avec le groupe « Red Lezards », faisant reprendre en chœur par les participantEs la chanson « On lâche rien ! ».

Correspondant

## ROUTIERS Le gouvernement réprime la mobilisation

Après les deux journées de mobilisations et de manifestations à l'initiative de la CGT, de Solidaires et de la FSU, auxquelles s'étaient jointes de nombreuses structures et militantEs de la CFTD, de FO, de l'Unsa et de la CFE-CGC, le démarrage de la grève reconductible des routiers ce lundi 25 septembre devait permettre de donner un deuxième souffle aux mobilisations contre les ordonnances destructrices du code du travail.

Dans une profession où quelques grands groupes (Geodis, XPO, Gefco...) côtoient une foule de petits patrons (97% des 37 200 entreprises du secteur employent moins de 50 salariéEs), l'inversion de la hiérarchie des normes est particulièrement dangereuse. En effet, dans ce secteur, beaucoup de choses se jouent au niveau de l'entreprise.

## Des ordonnances brutales pour le secteur

Pour 186 heures de travail mensuel, un chauffeur gagne entre 1800 et 2000 euros brut. Les salariéEs doivent se battre pour faire payer toutes les heures de travail et cela se termine souvent aux prud'hommes. Les primes (13<sup>e</sup> mois, ancienneté, compensation d'heures sup non payées) prennent une part importante dans la rémunération totale. Autant d'éléments jusqu'alors fixés par la branche professionnelle et qui, lorsqu'ils seront négociables ou décidés par référendum au niveau des entreprises, donneront la possibilité aux TPE et PME, soit l'essentiel du tissu économique, de s'engager dans une course au « moins-disant social » pour remporter les appels d'offres. D'autres sources d'inquiétude sont liées à la possibilité de remise en cause du dispositif de retraite anticipée, acquis sous le gouvernement précédent, ou à la révision de la directive européenne sur le détachement. Enfin, comme pour toutEs les salariéEs, les facilités données aux patrons pour licencier sans risques s'appliqueront brutalement dans le secteur.

## Un lundi prometteur

Le mouvement a commencé dès dimanche 24 au soir, avec une trentaine de grévistes qui ont bloqué, dans la nuit, le trafic des poids lourds sur une autoroute du Nord, tout près de la Belgique. Au petit matin plusieurs axes de circulation et des accès à des dépôts de carburant étaient à leur tour bloqués par les grévistes et leurs soutiens : des actions mises en places à Rouen



© Solidarité ouvrière

(blocage du dépôt de carburant de Grand-Quevilly), Caen (opération escargot), Bordeaux, Île-de-France et La Rochelle (actions devant les dépôts pétroliers), Marseille, Lyon (filtrage au péage), Donges, Gennevilliers, Rennes ou encore Nantes. Au total une quarantaine d'actions qui se seraient déroulées tranquillement sans une présence importante et parfois brutale des forces de « l'ordre ». Dans de nombreux endroits les accès aux sites ou les barrages filtrants ont ainsi été « fluidifiés » par les CRS ou gendarmes. Pour « faciliter » les approvisionnements, le gouvernement avait publié, le samedi précédent, un arrêté autorisant les transporteurs d'hydrocarbures à déroger temporairement aux règles en matière de temps de conduite et de repos.

## Mardi, le gouvernement désamorce et réprime

Très tôt dans la matinée, le ministère des Transports annonce qu'il va recevoir les syndicats jeudi avec une réunion préparatoire

dès le mardi 26 à 11 heures pour discuter du « dumping social et de la concurrence déloyale ». Une quinzaine d'opérations de blocage ou de filtrage ont eu lieu ce mardi. Valenciennes, Saint-Omer, Nantes, Rouen, Rennes, Caen (filtrage au dépôt de carburant de Mondeville), Lens, La Rochelle. Dans les Bouches-du-Rhône, le dépôt pétrolier de La Mède, à proximité de Martigues, a été bloqué momentanément et une zone logistique à Vitrolles a également été ciblée. Partout les forces de « l'ordre » accélèrent la « libération » des accès et de la circulation. La situation est rendue d'autant plus délicate que si la mobilisation des routiers manque en elle-même de puissance, les soutiens sont également moins nombreux que lors des précédentes mobilisations. La faible implication concrète des confédérations et des unions départementales se fait sentir, de même que les divisions dans la profession (actions de la CFTD et de l'Unsa une semaine plus tôt, le lundi 18 septembre). Si les

directions fédérales FO et CGT sont déterminées, peu de structures syndicales apportent un soutien réel.

## Un deuxième souffle nécessaire

L'effet amplificateur de la mobilisation des routiers, les liens avec les autres transports (SNCF) et les raffineurs n'est pas au niveau espéré. Déjà en 2016, routiers et raffineurs avaient refusé de prendre en charge une mobilisation par procuration contre la loi travail version El Khomri. Dans ces conditions, sur les barrages, dans les AG, c'est bien les conditions de la relance de la mobilisation qui se discutent. Si l'unité syndicale et la convergence des luttes ne sont ni un préalable ni une condition suffisante, elles sont bien ressenties comme une condition nécessaire. Dans cette optique, la journée « Fonction publique » du 10 octobre semble être la prochaine étape pouvant permettre de relancer la mobilisation.

Robert Pelletier



FPP décapitée. © PATRICK LONGUEVILLE

## EMPLOIS AIDÉS

« Un plan de licenciement d'une envergure jamais vue »



# MIGRANT-E-S La lutte continue à Rennes

Les lecteurEs de l'Anticapitaliste ont pu suivre, toute l'année 2016-2017, le « dossier migrantEs » à Rennes. Une lutte qui se poursuit.

**À** la fermeture du squat de la Poterie le 17 juillet, nous avons réussi à imposer à la préfecture et la ville de trouver des « solutions » pour une grande partie des migrantEs qui y logeaient. Nous savions que ce serait insuffisant et provisoire.

## Du squat... au gymnase

Fin août, une centaine de migrantEs, hommes femmes et bon nombre d'enfants, se sont retrouvés sans abri. Avec l'association « Un toit c'est un droit », nous avons donc « occupé » tour à tour une MJC, le local de Solidaires, la Maison internationale de Rennes (MIR)... pour une à deux nuits chaque fois. Jusqu'à ce qu'il soit décidé de s'installer dans le gymnase d'un collège. Informée, la ville de Rennes n'a pas semblé plus émue que cela, et n'a pas cru bon de faire intervenir la Croix-Rouge pour apporter des lits pliants comme ils l'avaient fait en juillet.

C'est donc une centaine de migrantEs qui dorment sur des matelas depuis le 8 septembre. La vie s'est organisée tant bien que mal grâce à un formidable élan de solidarité. Des repas sont apportés le soir par des collectifs militants ou des petits groupes d'amiEs. Des militantEs sont présents en permanence, jour et nuit.

Nous avons enchaîné les actions, occupé la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP), fait irruption dans la préfecture. Des responsables de la DDCSPP nous ont dit qu'il ne s'agissait pas d'un problème d'argent, ni d'un problème de place, mais qu'ils répondaient à des injonctions politiques ! Quant à la préfecture, qui refusait même d'admettre que beaucoup d'occupantEs étaient des demandeurEs d'asile, elle a fini par dire que les dossiers seraient examinés... au cas par cas et que les sans-papiers étaient voués... à retourner au pays.

## La lutte continue !

Alors que la situation semble s'enliser, que les migrantEs sont fatigués et se demandent jusqu'à quand cette situation intolérable va durer, la mobilisation se renforce. Un collectif de plus de 40 organisations, constitué l'an passé autour du squat, perdure et appuie les actions. À son appel, près de 200 personnes ont participé mercredi 20 septembre à une assemblée générale, puis à une soirée d'occupation de foyers avec les migrantEs.

Premiers succès, durant la semaine écoulée, des familles ont été logées, en CADA ou en maisons. Mais il arrive tous les jours de nouvelles personnes en errance. Nous apprenons qu'en novembre 40 places supplémentaires d'hébergement d'urgence vont être créées et



Le gymnase occupé à Rennes. DR

quelques places pour des femmes seules avec enfants. C'est insuffisant et nous n'attendrons pas jusqu'en novembre !

Outre le logement des demandeurEs d'asile et la mise à l'abri de touTEs les autres migrantEs, le collectif des 40 réclame l'ouverture d'un

centre de mise à l'abri ouvert 24h sur 24 et sans condition. Et bien sûr, nous (le NPA et bien d'autres) exigeons : la régularisation de tous les sans-papiers et la liberté d'installation et de circulation.

**Correspondant**

## GM&S Touchés, mais pas coulés !

*Cela faisait dix mois que les travailleurs de GM&S à La Souterraine dans la Creuse s'opposaient à la liquidation de leur entreprise. Le verdict est tombé : une reprise par GMD, autre sous-traitant automobile, avec le maintien de 120 emplois, alors que la CGT et les salariés de GM&S en voulaient le double.*

**S**i par leur combat les travailleurs de GM&S sont parvenus à doubler les primes de reclassement et les comptes alloués à la formation, ils n'ont pas réussi à maintenir l'entreprise à 240 salariés, ni à avoir une prime supra-légale pour les licenciements. Dans la semaine qui a précédé la décision de justice du 7 septembre, le gouvernement a tout fait pour faire taire la contestation en envoyant ses CRS déloger manu militari les travailleurs qui menaient des actions sur les sites de PSA et Renault. La semaine suivante, les CRS empêchaient de nouveau une manifestation de

se rendre à la préfecture de Guéret, et l'intimidation est encore montée d'un cran le 20 septembre quand les gendarmes mobiles s'en sont pris violemment à un journaliste – qui suivait depuis avril la lutte des GM&S –, le plaçant 20 heures en garde à vue avant une inculpation pour « rébellion ».

### Une lutte exemplaire

Depuis la reprise par GMD, l'usine est désormais sous surveillance policière, et le PDG de GMD menace de se retirer si la contestation persiste. Chantage qui pour l'instant ne prend pas, et qui n'a pas empêché près de 200 salariés de manifester contre la loi

travail à La Souterraine et à Guéret, et de s'organiser pour « l'après-reprise ».

Les travailleurs de GM&S ont eu mille fois raison de se battre pour refuser ce qui semblait être inéluctable : la fermeture de leur entreprise. Ils ont obtenu des constructeurs Renault et PSA près de 10 millions d'euros de commandes supplémentaires. Ils ont poussé le gouvernement à trouver une solution de reprise, ils ont gagné à leur cause la sympathie et la solidarité de milliers de travailleurs. Et ils en sont tous fiers, même s'ils n'ont pas obtenu l'essentiel : le maintien de l'emploi pour tous.

**Correspondant**

## RETRAITÉ-E-S

# Dans la rue le 28 septembre... et après !

*Jeudi 28 septembre, les retraités – déjà nombreux les 12 et 21 septembre – seront à nouveau dans la rue à l'appel des organisations syndicales de retraités CGT, FO, CGC, CFTC, FSU, Solidaires, FGR, et d'associations « contre la politique du gouvernement ».*

**I**l s'agit notamment de dénoncer la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée) qui touchera plus de 60 % des retraités, une partie du monde du travail qui n'échappe pas plus que les autres à l'offensive du gouvernement.

### Des pensions de plus en plus amputées

Le 1<sup>er</sup> janvier prochain, touTEs les retraités touchant plus de 1200 euros mensuels vont voir leur retraite diminuer de 1,7 % du fait de la hausse de la CSG. Une amputation qu'aucune autre mesure ne viendra compenser ou même minorer, contrairement à ce qui se passera pour une partie des salariés. Beaucoup parmi les retraités les plus pauvres vont en outre être directement touchés par la baisse des allocations logement.

Depuis des années, le niveau des retraites ne cesse de diminuer. Les réformes successives ont non seulement reculé la date de départ en retraite des salariés, mais elles ont aussi, du fait des nouvelles règles de calcul, amputé largement les pensions, en particulier celles des femmes qui ont rarement le nombre d'années de cotisation requis et dont la retraite reste toujours bien inférieure (- 26 % une fois tous les droits cumulés) à celle des hommes.

Depuis trois ans, les retraites n'ont pas été réévaluées (hormis en 2015 avec une hausse de... 0,1 %) ! Et le « geste » de 0,8 % d'augmentation du régime de base que vient d'annoncer le gouvernement pour le 1<sup>er</sup> octobre ne couvre même pas l'inflation de l'année. Sans compter que les retraites complémentaires, qui peuvent correspondre au tiers de la retraite totale pour des salariés du privé, restent elles bloquées !

### Pas de revalorisation

Le gouvernement a par ailleurs annoncé que la date d'une éventuelle prochaine revalorisation serait repoussée d'octobre 2018 à janvier 2019... Cela lui permettra « d'économiser » près de 380 millions d'euros. Officiellement ce serait pour faire coïncider la date avec celle de la revalorisation du minimum vieillesse... un minimum que Macron avait promis de « nettement » augmenter. Qu'on en juge : la hausse devrait être de 30 euros en avril 2018, puis 35 en janvier 2019 et, si tout se passe « bien », d'environ 35 en janvier 2020, le tout pour atteindre à terme la somme astronomique de... 900 euros !

Les retraités ont donc bien des motifs pour dire leur colère le 28 et prendre toute leur part, au côté des salariés et de la jeunesse, dans le mouvement en train de se construire contre la politique du gouvernement !

**Isabelle Ufferte**

**Entretien.** La nouvelle ministre du Travail, que l'on nous présente comme la DRH de l'entreprise France, a lancé une bombe début septembre en déclarant que les contrats aidés étaient « coûteux » et « inefficaces ».

À la clef : la suppression de plus de 100 000 emplois aidés, notamment dans le secteur associatif. Précaires et mal payés aujourd'hui, des dizaines de milliers de personnes seront poussées vers le chômage et les minimas sociaux dans les mois qui viennent. Dans ce contexte, les salariéEs bénéficiaires des emplois aidés (des contrats uniques d'insertion principalement) commencent à se rassembler pour défendre leur emploi et leurs droits. Il y a quelques jours naissait le « collectif des coûteux et inefficaces ». Nous avons rencontré **Manon et Marc**, tous les deux salariéEs de la radio associative FPP.

### Pourquoi les associations ont-elles recours aux contrats aidés ?

Principalement parce qu'elles n'ont pas assez d'argent pour payer des salaires « normaux ». Dans de très nombreux cas, les dotations de l'État et des collectivités territoriales ne cessent de baisser, les associations sont bien souvent devenues très fragiles. Elles recourent alors à des

emplois aidés, souvent pour faire des tâches qui sont assez complexes. C'est la précarisation des associations qui crée la précarité de leurs salariéEs.

### Pourquoi accepte-t-on un contrat aidé ?

Il faut d'abord dire que les contrats aidés sont majoritairement des femmes, et qu'ils sont un facteur de précarité important.

Ensuite sur la question de l'acceptation de ce type de contrat, on peut déceler deux cas. Le premier c'est celui où Pôle emploi t'envoie/t'oblige à accepter un contrat « d'insertion », avec un travail pénible et non choisi, et la plupart du temps à temps partiel.

Le second cas, ce sont des personnes allocataires des misérables minimas sociaux

qui trouvent un emploi dans une structure sympa dont elles partagent les valeurs, qui leur permet de toucher une somme un peu plus importante que les minimas sociaux et qui leur offre un « statut » qui donne accès à certains services (type cantine scolaire ou bail). Néanmoins, le contrat aidé reste très précarisant car c'est, encore une fois, un contrat à temps partiel qui oblige à cumuler plusieurs emplois. Et pour rappel le contrat aidé reste le seul CDD qui n'ouvre pas le droit à la prime de précarité.

### Vous pouvez nous parler de la mobilisation actuelle pour le maintien des contrats aidés ?

Les contrats aidés concernent plus de 300 000 personnes. Au-delà du cas des personnes directement touchées par leur gel, ce sont des structures qui sont mises

à mal, les associations de quartier, mais aussi certains services publics qui y ont recours. L'enjeu de cette mobilisation est d'alerter sur ce plan de licenciement d'une envergure jamais vue et du coup de massue porté aux associations et services publics. Après plusieurs mobilisations locales et très diverses sur ce thème, nous avons créé un collectif en Île-de-France, « les coûteux-ses et inefficaces » pour tenter de fédérer toutes les personnes concernées, employéEs, employeurs et bénéficiaires. Nous avons ainsi organisé à un rassemblement le 26 septembre devant le ministère de l'Économie. Pourquoi ce ministère ? Car c'est ici que se décident les coupes budgétaires dont nous faisons les frais, et le 26 septembre car c'était la veille du rendu des arbitrages concernant les nouveaux critères d'attribution des contrats aidés.

**Propos recueillis par Pierre Baton**



**Débat****Le protectionnisme est-il une solution ?**

Avec O. Besancenot et F. Ruffin



Le 3 octobre 2017 à Paris, débat organisé par le collectif Le Temps des Lilas, qui a rédigé la présentation qui suit.

La « loi travail XXL » que prépare le gouvernement s'inscrit dans une politique cohérente et patiente. Menée depuis des décennies, elle vise à faire reculer les droits des salariés au nom de la sacro-sainte com-pé-ti-ti-vi-té. D'après eux, le chômage ne serait pas le résultat de choix politiques et économiques, mais d'un droit du travail prétendument « trop lourd ».

Face à leurs attaques (aujourd'hui le démantèlement des CHST, la facilitation des licenciements ou encore l'augmentation du travail précaire, etc.), nous sommes bien obligés de nous défendre, et nous le ferons. Mais exiger l'abrogation de la dernière contre-réforme pour retourner à la contre-réforme précédente ne peut suffire. C'est toute l'organisation du travail qu'il nous faut repenser. Passer à l'offensive et changer les choses en profondeur.

Parmi les propositions en débat, le protectionnisme est de celles qui ne mettent pas tout le monde d'accord. Pour certains, il apparaît comme un instrument puissant contre la concurrence entre les travailleurs et les délocalisations. Pour d'autres, il est au contraire inefficace et ne permettrait que de remplacer un capitalisme par un autre, aux accents dangereusement nationalistes.

Pour tenter d'approfondir cette question et de faire dialoguer ces différentes positions, nous avons invité à en débattre Olivier Besancenot (membre du NPA) et François Ruffin (militant de Picardie Debout et député de la Somme), le mardi 3 octobre à 19h30 à La Générale. Au-delà des divergences sur le protectionnisme que nous essaierons de comprendre, nous essaierons aussi de montrer les convergences, existantes et à créer, entre toutes celles et tous ceux qui militent pour une autre société.

Voir dans l'agenda page 3.

## **l'Anticapitaliste la revue**

Le n°90 est toujours disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

**Les Nôtres****Marie-Annick Mathieu, « Mam » pour ses amies et camarades**

Ses obsèques ont eu lieu au Père-Lachaise le vendredi 22 septembre. Elle était, comme plusieurs d'entre nous, une femme de la génération du baby-boom pour qui mai 1968 a été un accélérateur de politisation et d'engagement militant. Elle participa à tous les grands mouvements sociaux jusqu'à celui de 2016 compris.



Lors du colloque Féminisme et lutte de classes septembre 2010. DR

de féministes qu'il espérait sans doute moins récalcitrantes que nous-mêmes. Nous abordions alors la cinquantaine.

**Militante... mais pas seulement**

Pour la rédaction des *Cahiers*, elle suivit les combats menés par les militantes féministes et syndicalistes, notamment à la CGT dont elle était membre, pour faire reconnaître la légitimité de leur action. Elle connaissait de l'intérieur cette question : en 1973, elle avait participé activement à la création du Groupe femmes finances, où elle travaillait, et à la mise sur pied de la Coordination

des groupes femmes d'entreprise sur la région parisienne. Elle rejoignit également le « club Flora Tristan », qui rassembla, après 1982 et pendant quelques années, des responsables féministes de la CGT comme Chantale Rogerat, des chercheuses comme Danièle Kergoat et des militantes du mouvement féministe, après le licenciement par la direction confédérale de la CGT de l'équipe d'Antoinette jugée trop féministe, trop unitaire, trop critique face à la répression en Pologne. C'était notre spécialiste de la question de la précarisation du travail des femmes, par le temps partiel et les

contre-réformes successives du travail mises en place par le gouvernement Mitterrand et la droite, depuis le début des années 1980. Après le grand mouvement social de 1995, elle participa à la commission femmes d'Agir contre le chômage (AC!) et s'impliqua dans l'animation du Collectif national pour les droits des femmes. Mais son intérêt ne se limitait pas au domaine du travail et du syndicalisme. Elle fut de celles dans notre équipe qui partirent en reportage, dans les quartiers populaires, pour recueillir la parole des jeunes femmes trop souvent invisibilisées dans la réflexion militante et les articles de la grande presse.

Sur le plan international, sa solidarité avec la lutte des féministes du Maghreb, notamment avec les féministes algériennes dans les années 1990, puis avec les Tunisiennes lors du printemps arabe, déboucha sur des amitiés solides. Mam avait toujours une place particulière car elle était à l'écoute et la confidente d'amies ou de militantes d'horizons très différents.

Mam n'était pas seulement une militante. Elle aimait les voyages, la randonnée, le théâtre, la musique et l'opéra en particulier, et la bonne bouffe avec ses copains et copines. Elle va nous manquer beaucoup, beaucoup.

**L'équipe des Cahiers du féminisme**

1 – Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (1977-1998), publié en 2011 par les éditions Syllepse.

**Conseil politique national****Dans la lutte avant d'être en congrès**

Le CPN du NPA s'est tenu les 23 et 24 septembre, avec une interruption pour la manifestation appelée par La France insoumise. Le CPN a été centré sur la mobilisation en cours et sur la préparation du prochain congrès. La résolution politique<sup>1</sup> a été adoptée avec 58% des voix.

division et aux journées d'action éparées ; la défense de la grève, d'une grève de masse, pour bloquer le pays comme le moyen pour gagner ; l'encouragement à toutes les tentatives d'auto-organisation ; et la dénonciation de l'illégitimité d'un gouvernement appuyé sur les maigres 16% de Macron au premier tour de la présidentielle et entièrement au service des patrons. Ce sont ces points que nous défendrons dans la prochaine période, qui s'annonce comme étant de nouveau une période de construction à la base de la mobilisation, tout en tentant d'obtenir des appels « au sommet », unitaires, pour encourager la lutte.

**L'ouverture des débats du prochain congrès**

Diverses contributions ont été débattues pour préparer notre congrès qui aura lieu début février 2018. Toutes



Sur le cortège de la manifestation de La France insoumise le 23 septembre à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

reviennent sur la nécessité de tourner la page de la scission de 2012 pour rendre l'organisation plus efficace pour intervenir vers l'extérieur. La discussion portera nécessairement sur l'analyse de Macron comme nouvel outil des classes dominantes dans le contexte de la construction d'un pouvoir fort et répressif, de la place du FN, de l'évolution du mouvement ouvrier avec l'émergence de La France insoumise, de l'analyse de ses contradictions et de la place des révolutionnaires dans ce contexte. Le prochain CPN, en novembre, votera les textes soumis ensuite au vote des militantEs, les congrès locaux auront lieu en janvier. Entre-temps, des bulletins de discussion permettront à touTEs les camarades d'exprimer leur point de vue.

**Antoine Larrache**

1 – En ligne sur <https://npa2009.org/agir/vie-interne/resolution-adoptee-par-le-cpn-des-23-et-24-septembre>



Essai

# Le Projet Blumkine, de Christian Salmon

Éditions La Découverte, 280 p., 19 euros.

Il y a tant de trous et de légendes dans la vie de cet ex socialiste-révolutionnaire de gauche que Christian Salmon remisa pendant plus de 30 ans son projet de biographie. L'ouvrage tombe cependant à point, en ce centenaire de la révolution russe, pour donner un nouvel éclairage sur les événements et la vie de la Russie révolutionnaire d'avant la contre-révolution stalinienne.

**Prétendue exécution**

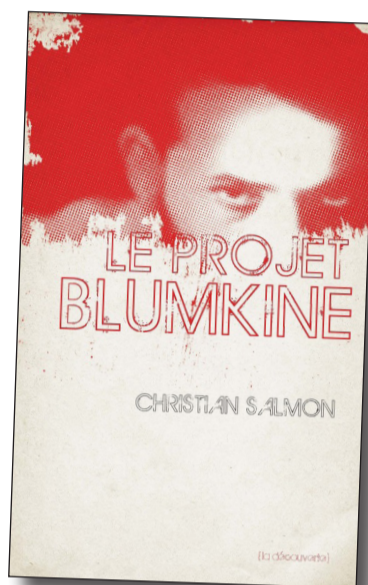
« De la vie de Iakov Blumkine, un seul événement est connu avec certitude. Le 6 juillet 1918, ce très jeune socialiste-révolutionnaire (SR) de gauche se rendit avec un camarade à l'ambassade d'Allemagne à Moscou et y tua à bout portant le comte Von Mirbach pour protester contre la paix de Brest-Litovsk récemment conclue par les bolcheviks ». Le jeune pouvoir soviétique déclara alors l'avoir arrêté et exécuté pour ne pas envenimer la situation avec l'Allemagne dont l'armée était aux portes de Saint-Petersbourg. Il n'en fut rien en raison du délicat équilibre des forces, en 1918, entre bolcheviks et socialistes-révolutionnaires de gauche. Blumkine fut donc exfiltré par les SR vers son Ukraine natale, où la guerre avec les « blancs » faisait rage. Après la capitulation allemande de novembre, Blumkine se livra à la Tcheka (police politique) avec l'intention de jouer un rôle dans la guerre civile en cours. Il risquait gros car la situation entre bolcheviks et SR s'était alors tendue, mais la chance voulut que son cas soit

*Le Projet Blumkine n'est pas un roman d'espionnage mais une biographie de la courte vie de Iakov Blumkine (1900-1929,) héros de la révolution russe, assassiné sans procès par Staline en 1929 à son retour de Turquie où il venait de rencontrer Léon Trotski en exil.*

soumis à Trotski qui vit tout de suite le potentiel extraordinaire à tirer du jeune révolutionnaire et le recruta. Avant de partir accompagner le chef de l'Armée rouge à travers toute la Russie, Blumkine échappa à plusieurs tentatives d'assassinat de la part des SR, et put par la suite réapparaître dans les cercles artistiques de la jeune révolution. C'est Maïakovski qui lui donna alors son surnom de « Jivoï » (le vivant), Blumkine lui répondant qu'il vivrait neuf vies.

**Police et poésie**

La légende de Blumkine pouvait commencer et le train rouge aller d'un front à un autre. Avec les groupes d'autodéfense juifs contre les pogroms, Blumkine découvrit l'« école de la vie », une faune d'aventuriers, d'activistes, de militants sionistes, de bandits et de terroristes, sans qu'il soit toujours possible de faire la différence entre eux. Du terrorisme à la violence d'État, les rangs des mouvements clandestins de la Révolution se remplirent de jeunes juifs frustrés de leur non-intégration à la société russe et de la violence de celle-ci contre eux. Impossible pour le biographe de suivre une chronologie, de ne pas faire percuter l'histoire avec le présent et de lever toutes les incertitudes sur les missions du



camarade Blumkine en sachant que la bureaucratie stalinienne tenta d'effacer certains épisodes de sa vie tumultueuse, notamment sa participation à la reconquête de la Mongolie et à la proclamation de la première et éphémère république d'Iran en 1920 (dite république de Gilan). À la fin de la guerre civile, le tchékiste Blumkine dut participer à la répression contre les paysans affamés et révoltés, avant de devenir agent du NKVD de la Palestine à la Turquie en passant par les marches du Tibet. À aucun moment

de cette vie, il ne cessa de collaborer et d'avoir des relations avec les artistes les plus avancés de la révolution, de l'école « imaginiste » à Essenine, Mandelstam, Pasternak, Maïakovski, Isadora Duncan... Et Christian Salmon d'interroger : « Comment imaginer cette alliance entre tchékistes et poètes, entre le Parnasse et la Loubianka ? Ces relations ébranlent nos conceptions bien établies entre Police et Poésie mais elles allaient de soi dans les premières années de la révolution. » C'est aussi tout l'intérêt de cette biographie que de faire revivre la liberté de création et d'échanges qui perdura pendant la guerre civile, puis dans les premières années de la jeune république socialiste. On pourra regretter l'absence, dans les pages excitantes de cette biographie, des masses populaires, de la démocratie des soviets et même de la vie des partis SR de gauche et bolchevik. Mais Blumkine n'était pas un dirigeant ouvrier, il aimait la poésie yiddish, la poésie tout court et l'ésotérisme (voir ses efforts déployés pour percer le mythe de Shambala au Tibet), et par-dessus tout l'action armée au service de la révolution, la vraie ! Le secrétaire de Trotski le paya de sa vie à moins de 30 ans. Puisse ce livre le faire découvrir...  
Sylvain Chardon

Roman

# Le Gardien de mon frère, de Leif Davidsen

Éditions Gaïa, 525 p., 22 euros, édité au Danemark en 2010, en France en 2016.

Septembre-octobre 1936 : de peur qu'elle tombe aux mains des fascistes ou des anarchistes, le gouvernement de Front populaire évacue les réserves d'or de la Banque centrale vers le port de Carthagène puis vers Odessa (URSS). Toutes les caisses ne parviendront pas à destination. Octobre 1937 : Magnus, de retour d'Argentine où il s'était enfui, est chargé par sa sœur de retrouver leur jeune frère, Mads, un jeune poète danois engagé au sein des Brigades internationales dans une Espagne où la contre-révolution stalinienne fait rage dans le camp des républicains tandis que les franchistes profitent à fond du soutien nazi. La mission de Magnus sera couverte par l'accréditation d'un grand journal danois.

**Idealisme flamboyant**

Magnus n'est pas un militant politique mais il a été formé et informé sur la situation en Espagne par un ex-brigadiste accusé de trotskisme par la direction du PC danois. Entre Valence, Albacete, Carthagène, puis à nouveau Albacete, la recherche du frère va bien vite

*Fin du siècle dernier: Magnus Meyer est mourant. C'est un industriel danois important, héros de la résistance, bienfaiteur des arts. Nul ne sait qu'il est aussi un assassin. Qu'il a tué des hommes en Argentine, en Espagne et en Russie. Son testament est prêt à exploser à la figure des notables.*



croiser la route de l'or et d'Irina, photographe officielle soviétique

dont le père est un dirigeant important du NKVD. Magnus retrouvera son frère encore vivant à Albacete, et l'idéalisme flamboyant du cadet se heurtera à l'instinct de vie de Magnus, éconduit par les compagnons d'armes de son frère en pleine préparation d'une mission à l'intérieur des lignes franchistes. Contre son gré et, dans l'attente du retour d'Irina du front, Magnus va conduire un journaliste étatsunien (agent du NKVD lui aussi) sur la piste de l'or dans les environs du port de Carthagène. La poudre parlera mais Magnus parviendra à retrouver Irina et vivre avec elle un amour désespéré avant qu'un nouveau procès de Moscou ne la lui arrache...

**Passionnant thriller**

Ce thriller passionnant constitue une mine informative pour les militants révolutionnaires. Il faut dire

que l'auteur a été grand reporter, spécialiste des pays du bloc de l'est ainsi que de l'Espagne et que ses ouvrages favoris sont *Hommage à la Catalogne* d'Orwell et *le Zéro et l'infini* de Koestler. Davidsen développe une intrigue aux multiples fils qui nous permet de rentrer dans l'intimité des combattants internationalistes confrontés aux purges stalinienne. Sa description des filières de recrutement pour l'Espagne écrite avant l'irruption de la filière djihadiste danoise pour la Syrie fait peur, comme les descriptions des bombardements aveugles de l'aviation nazie sur les civils. Pourtant ce n'est rien comparé à l'oppression et à l'angoisse permanentes des disparitions et exécutions qui se produisent dans le camp des révolutionnaires. Un thriller efficace et un beau roman d'amour, 80 ans après l'insurrection de Barcelone.  
Sylvain Chardon

Roman

# Underground Railroad, de Colson Whitehead

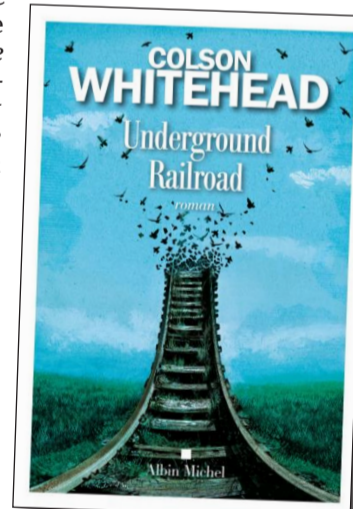
Albin Michel, « Terres d'Amérique », 416 p., 22,90 euros.

*Pour des générations entières de petits Américains, l'« Underground Railroad », nom d'un réseau d'aide aux esclaves fugitifs formé par le mouvement abolitionniste au début du 19<sup>e</sup> siècle et très actif dans les années 1850, était un authentique chemin de fer souterrain.*

C'est du moins ainsi qu'ils se le représentent, raconte Colson Whitehead, qui construit son récit sur l'esclavage autour de cette vision enfantine. Un clin d'œil à son enfance qui, loin de diminuer l'efficacité de la dénonciation, donne force et sensibilité au roman qui a reçu le National Book Award et le prix Pulitzer.

**« Chair à capitalisme »**

Le livre s'ouvre avec la fuite d'une esclave, Cora. Née dans une plantation de coton en Géorgie, abandonnée enfant par sa mère, elle décide d'échapper à cette condition inhumaine. Elle embarque dans le train souterrain et nous entraîne dans une longue fuite vers les États du Nord, de Caroline du Sud vers la Caroline du Nord, jusqu'au Tennessee puis en Indiana, traquée sans répit par des maîtres violents, eux-mêmes secondés par des chasseurs d'esclaves aussi impitoyables : « Aux champs, sous terre ou dans un grenier, l'Amérique restait sa géollière ». Inspiré des récits d'esclaves, le premier chapitre, « Ajarry », du nom de la grand-mère de Cora, décrit l'arrivée de son aïeule aux États-Unis, où elle devient de la « chair à capitalisme ». « Ce chapitre permet de fixer les règles de ce monde et d'intégrer le lexique du corps noir comme une marchandise, explique l'auteur. J'avais besoin d'introduire une image juste de ce qu'était la vie dans une plantation avant de jouer avec l'Histoire. » Une façon aussi de revenir à la naissance de l'Amérique. « Des corps volés qui travaillaient sur une terre volée. C'était une locomotive qui ne s'arrêtait jamais », écrit Whitehead. Cora finira par saisir cette vérité en étudiant la Déclaration d'indépendance des États-Unis. Le texte « est comme une carte géographique. On part du principe qu'elle est juste, mais on ne peut en être sûr qu'en allant sur le terrain vérifier par soi-même ». Cette révélation éclaire le sens de son terrible voyage. L'Underground Railroad n'a pas fini sa route vers l'émancipation...  
Yvan Lemaître



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi : 12 h – 20 h



# « Le droit à l'autodétermination est un défi au consensus de la transition issu de la fin du franquisme »

**Entretien.** Alors que le gouvernement central de l'État espagnol tente par tous les moyens d'empêcher la tenue du référendum d'autodétermination du 1<sup>er</sup> octobre en Catalogne, nous avons rencontré **Laia Facet**, militante d'Anticapitalistas Catalunya.



Nous devons proposer des perspectives constituantes en nous appuyant sur la vague catalane, mais cela va être particulièrement difficile car le régime a resserré ses rangs et ils forment un bloc de pouvoir constitutionnaliste pro-régime, désespéré dans ses formes mais fort. Dans ce contexte deux questions sont importantes : nous devons tisser des alliances avec toutes les personnes, tous les collectifs, syndicats, partis qui dénoncent la répression, incluant les soutiens internationaux ; nous devons tout faire pour que la dynamique de mobilisation soutenue et antirégime en Catalogne débordent au-delà de celle-ci.

### Quelle peut être la suite après le référendum du 1<sup>er</sup> octobre ?

Il est très compliqué de prévoir des scénarios. Nous sommes dans un de ces moments où en un jour il se passe plus de choses qu'en plusieurs années. Actuellement une double lutte de légitimité-légalité est en cours, celle qui émane de la transition espagnole et celle surgie de la volonté d'une majorité en Catalogne de déborder cette transition, qui se concrétise dans un référendum d'autodétermination. La confrontation à laquelle nous assistons ces jours-ci, dans la rue, les institutions, les lieux de travail et d'étude, va être longue, vient de loin et se cristallise ces dernières semaines. Ce qu'il se passera le 1<sup>er</sup> octobre sera décisif, ainsi que ce qu'il en sortira. Si le référendum donne une majorité substantielle au « oui », on devra défendre le résultat et favoriser l'ouverture d'un processus constituant en Catalogne. La tâche sera difficile. Si on nous empêche de voter, la dynamique de mobilisation peut s'amplifier.

### Dans cet affrontement, quelle politique défendez-vous pour la classe ouvrière en particulier face à un droit à l'autodétermination qui pourrait prendre la forme d'une union nationale ?

Nous avons un mouvement vivant, quelque peu imprévisible, et qui peut déborder les calculs du gouvernement catalan et des partis de la droite catalane à tout moment. Le mouvement, jusqu'ici, avait laissé l'initiative au gouvernement catalan. Nous croyons qu'un référendum pourrait changer la dynamique, que cela impliquerait un défi réel au régime, loin de la rhétorique du gouvernement qui ne s'est jamais traduite dans des solutions concrètes. Actuellement, on vit dans les rues un mouvement ample et un défi sans précédent depuis la transition, qui peut changer les rapports de forces, y compris en Catalogne. Il y a aussi la perspective de l'ouverture d'un processus constituant. C'est pour cela que les mobilisations actuelles nous permettent d'accumuler des forces et des expériences pour mener cette bataille politico-programmatique où nous avons de fortes différences avec la droite catalane, une bataille qui jusqu'à ce jour paraissait une utopie. Les mobilisations étudiantes et les occupations de facs de cette semaine sont déterminantes pour envisager une lutte plus radicale. Pour terminer, il faut savoir que les deux principaux syndicats combattifs catalans IAC et CGT ont déposé un préavis de grève générale à partir du 1<sup>er</sup> octobre si le pouvoir empêche la tenue du référendum. Dans les mobilisations on entend de plus en plus souvent une musique qui dit « on a besoin maintenant d'une grève générale ». Le fait d'introduire la grève dans le répertoire des actions du mouvement catalan est quelque chose d'important en soi, mais aussi pour que des secteurs de travailleurs puissent voir les organisations syndicales comme des outils leur permettant de s'impliquer dans la lutte. Cela pourrait s'avérer fondamental pour être en position de force du point de vue de la légitimité lorsque le moment viendra de déclencher la bataille constituante.

Propos recueillis par Miguel Ségui

### Comment expliques-tu l'attitude extrêmement répressive et brutale du gouvernement qui prend le risque d'un affrontement très incertain pour lui ?

L'État espagnol faisait face à un dilemme : s'il permettait un référendum d'autodétermination, cela créait un précédent qui rompait avec le cadre constitutionnel et donnait la possibilité d'ouvrir des débats au-delà du terrain national ; s'il ne le permettait pas, il devait assumer un tournant autoritaire alors que jusqu'à maintenant il s'était maintenu dans l'attentisme. Le dilemme a été tranché du côté autoritaire. La répression est menée par le Parti populaire et son gouvernement, ses alliés de Ciudadanos et le silence complice du PSOE. La justice et la police collaborent et font le sale boulot, avec le soutien de toute la presse liée au régime qui relaie sa propagande. Nous ne nous trouvons pas seulement face au gouvernement PP, mais face à l'ensemble du régime : dans l'État espagnol le droit à l'autodétermination signifie un défi au consensus de la transition issu de la fin du franquisme, que le régime cherche à préserver à tout prix. Le processus actuel en Catalogne a en réalité généré une brèche dans les fondements de l'État.

### Jusqu'où le pouvoir est-il prêt à aller ?

Actuellement ils réquisitionnent tout le matériel officiel de la Generalitat de Catalogne : matériel de propagande du référendum, tracts, cartes de recensement, etc. Ils ont procédé à des arrestations de responsables du gouvernement et cité à comparaître plus de 700 maires. Ils ont fiché des milliers de personnes ayant participé et organisé des meetings, collages, etc. Ils ont perquisitionné des entreprises privées qui ont édité du matériel sur le référendum, et ils ont entrepris nombre d'autres actions qui mettent en cause les libertés publiques, la liberté d'expression et les droits démocratiques. De facto, le 20 septembre, l'article 155 de la constitution s'est appliqué. Celui-ci permet de suspendre l'autonomie politique de la Catalogne et de contrôler les comptes de la Generalitat... Je ne sais pas s'ils pourront aller plus loin dans la répression, à part essayer d'empêcher l'ouverture de bureaux de vote le 1<sup>er</sup> octobre, ce qu'ils vont tenter de faire, et peut-être aussi prendre davantage de sanctions judiciaires contre le gouvernement de Catalogne.

Ce qui est impressionnant, c'est que face à cela les gens n'ont pas eu peur. Tous les jours on assiste à des

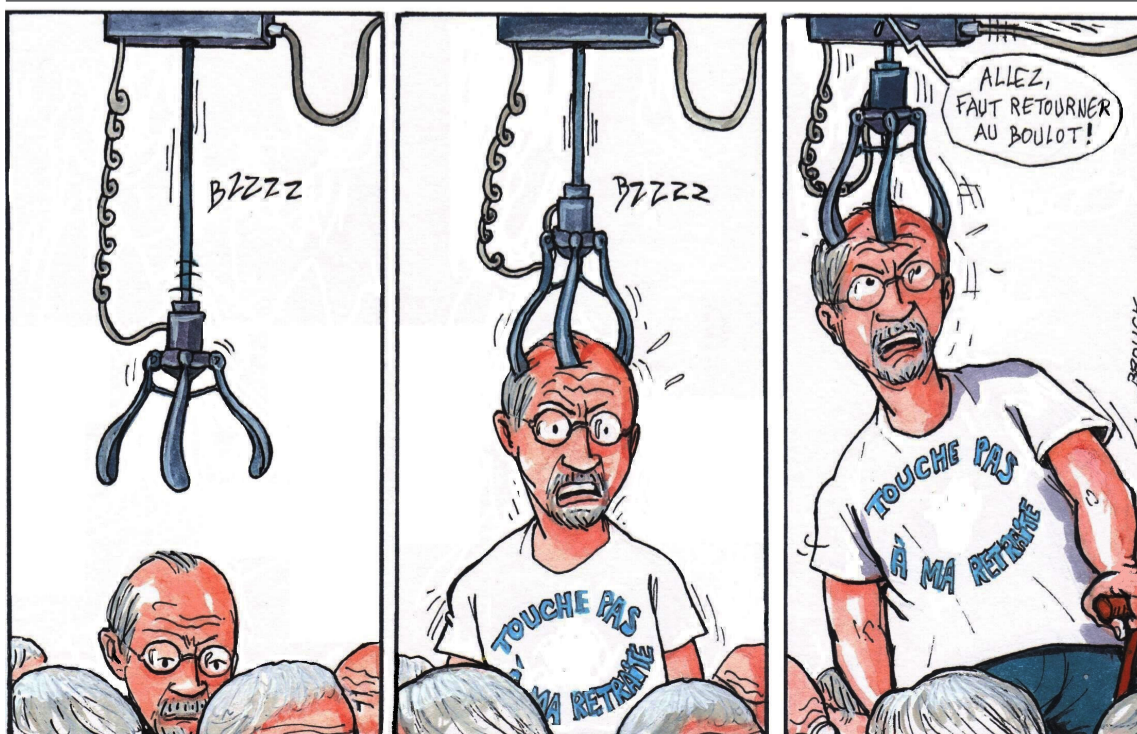
mobilisations massives pendant des heures, des collages, des diffusions de tracts, des débats... et pourtant les gens savent qu'ils vont probablement être fichés par la police, tandis que des imprimeries prennent le risque d'être fermées. Le degré d'implication des gens augmente, et c'est extrêmement important pour défendre concrètement le droit à l'autodétermination, mais aussi pour reconstruire une conscience de classe aujourd'hui en crise.

### Comment réagit la population dans l'État espagnol ?

Comme je disais précédemment le niveau d'implication des gens augmente en Catalogne et, chose importante, nous n'avons pas assisté à des manifestations significatives d'opposition de type réactionnaire ou espagnoliste. Dans le reste de l'État la dérive répressive du régime fait réfléchir les gens sur le référendum. Si de larges couches de la population sont en désaccord sur le cheminement suivi par la Catalogne, nous assistons ces jours-ci à des mobilisations de plus en plus importantes en solidarité et en soutien au référendum et à la Catalogne.

La manifestation très massive à Bilbao la semaine passée a été suivie dès le 20 septembre par d'autres dans des dizaines de villes, où les gens ont rempli les rues pour montrer leur solidarité. La tentative d'interdiction des manifestations a en réalité amplifié le mouvement.

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### JEUNE AFRIQUE GAUGUIN – VOYAGE DE TAHITI: LA PÉDOPHILIE EST MOINS GRAVE SOUS LES TROPIQUES.

L'image est si sauvagement excitante. Une Tahitienne danse seins nus, lascive, devant un grand feu, tandis que résonne le chant envoûtant de la tribu. Cette femme aux formes pleines, c'est Tehura. Dans son film Gauguin – Voyage de Tahiti, le réalisateur Edouard Deluc nous raconte comment elle a hypnotisé le peintre français et inspiré quelques-unes de ses plus belles toiles. On les voit tous deux enlacés sur un cheval, jouant sur une plage, et fatalement faisant l'amour à la lumière des bougies.

Ce film pourrait être un biopic convenu de plus consacré aux maîtres de la peinture, mais des ellipses opportunes dans le scénario en font une œuvre au mieux incroyablement maladroite, au pire parfaitement abjecte. Car, ce que cette histoire ne dit à aucun moment c'est que Tehura (qui s'appelait aussi Teha'amana) avait seulement 13 ans lorsque Gauguin (alors âgé de 43 ans) la prit pour « épouse » en 1891. Et malgré ce que pourrait laisser croire le biopic, elle ne fut pas la seule à partager la vie de l'artiste dans l'île : il y eut aussi la jeune prostituée métisse Titi, ainsi que Pau'ura et Vaeoho (toutes deux 14 ans). Enfin, dernier « oubli », le maître était atteint de syphilis, maladie sexuelle potentiellement mortelle, qu'il distribua généreusement à Tahiti. Dans le film, Gauguin se voit seulement diagnostiquer un méchant diabète... on en pleurerait de rire si ce n'était aussi grave.

L'artiste, présenté comme un marginal qui ne veut rien avoir à faire avec les colons français de l'île, se comporte en fait en tous points comme eux en ce qui concerne ses relations amoureuses et sexuelles. Il était en effet courant pour les colons célibataires « civilisés » de se prendre « des petites épouses » (comprendre, de moins de 15 ans) pour s'occuper des tâches domestiques, et satisfaire leurs besoins sexuels. (...) Que l'on puisse en 2017, en France, se passer d'une réflexion sur le comportement révoltant des colons en dit long sur notre incapacité à se défaire de schémas mentaux profondément ancrés. Tout se passe comme si les faits étaient moins graves parce qu'ils s'étaient déroulés très loin, sous les tropiques. Qu'on tente une minute d'imaginer un film célébrant la romance d'un quadragénaire atteint d'une maladie sexuelle avec une petite fille de 13 ans en Bretagne. Et qu'on essaie de l'imaginer dansant à demi-nue devant un feu.

Léo Pajon, jeuneafrique.com, 21 septembre 2017

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org